

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Un an que le Front populaire est au pouvoir...

C'est l'occasion pour les hommes politiques de gauche de faire le bilan de l'œuvre gouvernementale : Lois sociales, Office du blé, loisirs organisés, confiance rétablie, prospérité ranimée... tous, à l'envi, déclament un palmarès impressionnant. Ils sont beaucoup moins éloquentes pour caractériser leur politique internationale ; ils se contentent de louer le gouvernement Blum d'avoir sauvé la paix. Peut-on dire que, sous le règne du Front populaire la guerre a reculé ; peut-on dire que le nationalisme a décliné, que les intérêts solidaires du prolétariat, par-dessus les frontières, ont été plus clairement affirmés ? Toute la question est là. Or, on doit avouer qu'il n'en est rien, que trop d'arguments prouvent au contraire que l'internationalisme prolétarien a subi un grave échec dans ce pays. Insister serait cruel. Pourtant il faut bien signaler les progrès du mensonge patriotique entretenu par la presse de Front populaire, par les manifestations commémoratives (peut-on imaginer quelque chose de plus stupidement et dangereusement nationaliste que ces défilés rétrospectifs de soldats français !) par ce *repli national*, selon la formule qu'utilisait la propagande néo-socialiste, qui frappe les esprits les moins prévenus et que reconnaissent d'ailleurs des écrivains d'extrême-droite, comme Philippe Barrès écrivant dans *Le Matin* que, de la droite à la gauche, tout le monde tend vers une ligne médiane où le socialisme et le patriotisme se rejoignent.

Le même écrivain ajoute, il est vrai, que de tout ce que les gauches concèdent sur le plan national, les droites sont disposées à concéder l'équivalent sur le plan social. Mais nous sommes payés pour savoir ce que signifient ces échanges de bons procédés. Pour le prolétariat le patriotisme est un sentiment désintéressé : pour la bourgeoisie il exprime en phrases éloquentes le désir de défendre ses coffres-forts et d'accroître ses revenus. L'adhésion du prolétariat au patriotisme, même s'il se dissimule derrière une pseudo conquête de la patrie, signifie exactement son enchaînement et son enrôlement.

(Suite en 4^e page.) LASHORTES.

Mettons la dernière main au succès de la Tombola

Nous n'avons distribué cette semaine que 12.000 billets ; il nous en reste 28.000 à écouler pour épuiser notre stock de 200.000.

J'insiste donc pour que les camarades mettent la dernière main à l'œuvre dont, les uns et les autres, nous avons le droit d'être fiers. Et je leur demande d'enlever ces 28.000 billets dans le délai le plus court.

L'activité de certains militants ne se ralentit d'ailleurs pas.

Dans la région parisienne c'est Tolle qui nous a pris 20 carnets ; Gourdin, de Livry-Gargan, 20 ; Planzer, d'Argenteuil, 40 ; le Musée du soir, 20 ; Dubois, du 18^e, 25 ; Mme Richebourg, 50.

En province, c'est Tocabens, d'Alger, 20 carnets ; Jannier, de Toulon, 25 ; René Lœchu, de Brest, 20 ; J. Chourren, Limoux, 20 ; Houbbron, Lille, 25 ; Vandenhove, Liencourt, 20 ; J. Robin, Alger, 50 ; Pedro Garcia, La Bastide-Rouairoux, 20 ; Geslin, Le Mans, 25 ; René Martin, 20.

Du produit de la vente des billets nous avons reçu 75.000 fr. C'est la moitié à peine de la somme que nous attendons. Il faut donc que les amis détenteurs de billets fassent diligence et nous envoient le montant de leur vente au plus tôt, puisque nous ne pourrions fixer exactement la date de la fête et du tirage de la tombola que lorsque la plupart des billets auront été vendus.

Nous disposons déjà de 90 tableaux. Nous atteindrons sans peine la centaine.

Cette semaine, l'ami Claudot nous a fait parvenir le sien, ainsi que le camarade Antral. L'exposition de toutes ces œuvres est décidée pour ces trois jours : samedi 26 juin, dimanche 27 et lundi 28.

Tout va donc très bien. Je suis, personnellement, très satisfait du résultat de la tombola. Je n'osais pas espérer un pareil succès.

SEBASTIEN FAURE.

LA C.N.T. A PARIS

Le Comité National de la C.N.T. nous écrit et nous demande de l'aider à organiser, dans une vaste salle de Paris, un meeting qui revêtira, dans les circonstances actuelles, une importance énorme.

La C.N.T. peut compter sur nous. Comme elle peut compter sur vous tous, n'est-ce pas, camarades ? Et nous le lui avons fait savoir.

Son grand meeting aura lieu, au Vélodrome d'Hiver, vendredi 18 juin, à 20 h. 30.

Il nous reste huit jours pour faire qu'il soit grandiose et laisse dans tous les esprits une heureuse et inoubliable impression.

C'est plus qu'il n'en faut pour réussir.

A la besogne, compagnons !

L'UNION ANARCHISTE, LE COMITE POUR L'ESPAGNE LIBRE, LE LIBERTAIRE.

La Confédération Nationale du Travail (la C.N.T.) d'Espagne a demandé à ses amis de France d'organiser, dans la plus vaste salle de Paris, un meeting au cours duquel, parleront, en son nom, Garcia Oliver et Fédérica Montseny.

Garcia Oliver et Fédérica Montseny sont, à juste titre, classés parmi les meilleurs orateurs de l'Espagne, qui passe, cependant, pour un des pays les plus riches en maîtres de l'art oratoire. Au surplus, ministres d'hier dans le cabinet Largo Caballero, ces deux camarades ont, à ce titre, tenu, ces temps derniers, un emploi de premier plan, occupé un poste de grande importance et assumé de lourdes responsabilités.

Il sera donc extrêmement intéressant d'entendre leurs explications ; car la délégation dont ils sont chargés a pour but de porter à la connaissance de la classe ouvrière française tout ce que celle-ci doit cesser d'ignorer.

Nos amis de la C.N.T. et de la F.A.I. savent avec quel intérêt passionné les anarcho-syndicalistes et les anarchistes de France ont suivi, au jour le jour, les étonnantes péripéties du Drame Espagnol.

Ils savent que, dès le 19 juillet 1936, date à laquelle a éclaté l'odieuse agression de ses hordes assassines, nous avons applaudi à l'héroïsme de nos camarades, à leur indomptable résistance et,

plus encore, au magnifique labeur d'organisation économique et sociale dont, avec une étonnante audace et un sens révolutionnaire prodigieux, ils ont jeté les fondements.

Ils savent que, sans défaillance aucune et dès la première heure, nous nous sommes solidarisés avec eux, dans le sentiment profond que notre destin était et reste étroitement lié au leur.

Ils savent quels constants efforts nous avons faits pour appuyer leur action sous les formes les plus diverses et les plus efficaces, tant matériellement que moralement.

Ils savent quelle confiance nous avons mise en eux, de quelle affection fraternelle nous les entourons et ils n'ignorent point que nous partageons toutes leurs appréhensions et tous leurs espoirs.

Ils savent que, en toutes circonstances, et le mieux que nous l'avons pu, nous les avons défendus contre les mensonges et les perfidies par lesquels on a tenté de dénaturer leur attitude et de travestir leurs faits et gestes.

Mais ils savent aussi de quelle inquiétude nous avons été saisis à la nouvelle de certaines concessions qu'ils ont estimé devoir faire.

Ils savent encore que nombre d'entre nous n'ont pas appris leur participation ministérielle sans en être vivement alarmés, je dirai même « bouleversés ».

Ils savent enfin que ceux qui ont subi avec le

plus d'émotion le choc de cette nouvelle sont, précisément, leurs amis les plus fervents et leurs compagnons d'idée et de lutte les plus actifs, les plus sûrs et les plus affectueux.

Ils savent tout cela nos camarades de la C.N.T. Et c'est en raison de tout ce qui précède qu'ils ont hâte de nous voir et de nous renseigner sur tout ce que nous devons savoir.

Confusément, peut-être, mais d'inspiration à la fois sentimentale et réfléchie, ils ont conscience qu'ils ont en quelque sorte — je ne recule pas devant l'expression — des comptes à rendre, des explications à fournir au prolétariat révolutionnaire international qui les a secondés et continue à les soutenir dans toute la mesure du possible.

Ces explications, ils nous les offrent d'eux-mêmes, spontanément. Ils vont au devant des sollicitations — qu'ils sentent et jugent fondées — que nous serions en droit de leur adresser.

Ces explications seront, nous n'en doutons pas, franches, loyales, sincères, précises et complètes.

Nos amis ont le devoir de nous les apporter ; nous avons, nous, celui d'aller les entendre.

Repondons en foule à leur appel.

Il faut que jusqu'au vendredi 18 juin, les quelques cinq mille auditeurs qui, tout récemment, se sont entassés dans la grande salle de la Mutualité fassent dans leur entourage une propagande intense.

Quel est celui qui, s'il s'en donne la peine, n'est pas capable d'amener avec lui trois ou quatre personnes : amis, parents, voisins, camarades de travail, etc. ?

Si chacun fait cet effort — et pourquoi pas ? — le Vél' d'Hiv' si vaste qu'il soit, sera bondé. Il faut qu'il le soit. Il le sera.

SEBASTIEN FAURE.

A los Camaradas Españoles residentes en Paris, salud !

Para el 18 de Junio 20.30 se celebrará un gran mitin de propaganda sindical en el Velodromo de Invierno en el que tomará parte los infatigables militantes de la C.N.T. : Garcia Oliver y Fédérica Montseny.

Se hace un llamamiento a todos los amigos y simpatizantes en particular a los Espanoles que residen en Paris ; no dejen de existir esa fecha a hoir la palabra de la C.N.T. portavoz de la verdad y de la libertad.

Una vez mas, la C.N.T. le dirá al pueblo de Paris la actuacion que nuestra sindical hace para batir al Facismo espanol é internacional.

El Comité Nacional de la C.N.T.

Lire en 3^{me} page :

Les socialistes madrilènes pour l'unité avec la C.N.T. contre les diviseurs bolchevistes

LEON BLUM, DANS SON DISCOURS, DIMANCHE, à LUNAPARK, A « OUBLIE » D'INDIQUER POURQUOI CEUX QUI ONT REFUSE DE PARTICIPER A LA GUERRE EN 1914 NE SONT PAS AMNISTIES.

CECI JUGE LA POLITIQUE DE PAIX DE LEON BLUM.

La vraie leçon d'Almeria

Malgré les clameurs poussées par les propagandes hitlérienne et stalinienne à propos d'Ibiza et d'Almeria, tout donne à penser que cet épisode nouveau du sanglant chantage exercé en Espagne sur l'Angleterre et sur la France par les antagonistes de Berlin et de Moscou aura été vain.

Déjà l'on peut prévoir le moment où l'Allemagne et l'Italie réoccuperont sous la houlette britannique leur place au Comité impérialiste de Londres et où, aussitôt après, l'Angleterre qui n'est pas prête à la guerre, reprendra avec la France qu'elle plie à ses volontés, avec l'Allemagne, la Belgique et l'Italie, cette fameuse négociation d'un néo-Locarno occidental d'où, en dépit du pacte franco-soviétique, la Russie risquerait d'être exclue avec toute sorte de bonnes paroles.

Cette perspective — on le pense bien — ne sourit guère à Staline qui préfère mille fois une bonne guerre indivisible à la solitude dans les deux branches de la tenaille germano-japonaise.

Aussi, tout en guettant l'occasion — en Espagne ou ailleurs — de se mettre à nouveau en travers du compromis impérialiste en Occident dont il redoute de faire les frais, fait-il donner la garde.

La garde, ce n'est pas, on le pense bien, la vieille garde bolchevique qu'il a depuis longtemps « liquidée », moralement et dont il poursuit avec ténacité l'anéantissement physique.

La garde, en juin 1937, c'est Dimitrov, commis par lui, en qualité de secrétaire de l'Internationale communiste (sic), aux affaires de l'impérialisme russe dans le mouvement ouvrier, là où, du moins comme en France, le mouvement ouvrier se laisse duper par les exploitateurs soviétiques et leurs valets.

Sous le titre : « La leçon d'Almeria », l'*Humanité* publiait dimanche dernier un article dudit Dimitrov où, mal fardee de l'hypocrisie la plus grossière, s'éclatait la déchéance ignominieuse de la 3^e Internationale.

Il peut paraître incroyable que, dans un long document consacré par le leader d'une internationale qui se réclame du communisme à la révolution espagnole et aux interventions allemande et italienne en Espagne, les mots *bourgeoisie*, *capitalisme*, *impérialisme* ne figurent même pas.

Il en est pourtant ainsi et c'est en vain qu'au long de quelque trois cents lignes de ce factum révélateur, on chercherait ces vocables sans lesquels un révolutionnaire ne saurait rendre compte de la réalité sociale internationale.

Pauvre réalité ! Qui la reconnaîtrait sous les oripeaux dont Dimitrov l'affuble ?

Sous la plume de ce singulier marxiste, de cet étonnant chevalier de la lutte des classes et de la révolution sociale, la révolution espagnole n'est plus qu'une « lutte de la liberté et de l'indépendance de l'Espagne » contre « l'intervention allemande et italienne ».

L'impérialisme allemand, l'impérialisme italien, *quels acco* ? Il n'y a plus que le fascisme.

L'impérialisme anglais, l'impérialisme français ? — Dimitrov les ignore. Ils ne sont plus pour lui tantôt que les « Etats non fascistes » (sic), tantôt que « les grandes puissances occidentales » (resic).

En France et en Angleterre comme en Espagne, la bourgeoisie et le capitalisme ont magiquement disparu.

Quant à la Russie, eh bien ! c'est encore mieux : l'existence de la Russie n'est même pas mentionnée.

Bref la lutte de classe en Espagne et les antagonismes impérialistes en Europe se réduisent finalement à une petite histoire comme quoi le monstre fasciste, allemand et italien, veut dévorer la nation espagnole et déchainer la guerre, comme quoi en conséquence il faut que les communistes les socialistes et les syndicalistes s'unissent « dans une unité d'action internationale » pour obliger « les gouvernements anglais et français d'entreprendre des démarches énergiques », « pour juguler les brutes fascistes ».

On croit rêver, mais tout s'éclaircit quand on se rappelle qu'il ne s'agit pour Moscou que de se servir du mouvement ouvrier occidental (y compris la révolution espagnole) comme d'un moyen de pression sur les gouvernements anglais et français.

Entraîner par tous les moyens les impérialismes anglais et français à masque démocratique dans sa querelle avec les impérialismes allemand et italien à masque fasciste, réaliser à cette fin une unité d'action communio-socialo-syndicale contrôlée par ses stipendiés « communistes », détournée de la lutte anticapitaliste et antimperialiste, en Espagne comme partout, et dressée contre l'Allemagne et l'Italie, tel est en effet maintenant l'unique dessein de l'impérialisme russe à masque soviétique, même si une guerre généralisée doit en résulter.

Eh bien ! non, camarades ouvriers communistes, socialistes et cégétistes, telle n'est pas la leçon que nous tirons, nous, d'Almeria.

Nous savons que la guerre impérialiste, c'est-à-dire toute guerre qui implique l'union sacrée des exploités avec leurs exploités — rappelez-vous 1914 ! — est

la mort de la révolution, l'anéantissement du mouvement ouvrier dans le délire chauvin et le massacre, la perte des libertés ouvrières sous l'état de siège.

Nous savons qu'une guerre européenne des « démocraties » contre les « fascismes » anéantirait les possibilités de développement de la révolution espagnole, tout autant qu'une victoire de Franco et de ses alliés allemands et italiens.

Aux travailleurs, qui n'ont pas de patrie — en Russie pas plus d'ailleurs — nous disons qu'ils n'ont rien à voir dans les querelles des exploités et des privilégiés, qu'entre la peste hitlérienne et le choléra stalinien ils n'ont pas à choisir.

L'unité d'action internationale à laquelle nous les convions, c'est celle des exploités de partout contre les militaires et de partout ; des victimes du militarisme et de l'impérialisme contre tous les militarismes et tous les impérialismes qu'ils soient « fascistes », « démocratiques » ou « soviétiques ».

Celle, seule, enfin, qui puisse défendre la révolution espagnole en combattant et en démasquant les grands Etats d'Europe cyniquement ou sournoisement dressés contre elle, derrière Burgos ou hélas ! derrière Valence et Barcelone.

JEAN BERNIER.

L'effort doit se poursuivre

Nous avons donné dans notre dernier numéro les raisons de l'augmentation du LIBERTAIRE. Si cette mesure nous permet de combler une partie du déficit causé par les augmentations successives chez l'imprimeur et l'expéditeur, elle n'assurera pas définitivement l'équilibre de la gestion financière du LIBERTAIRE.

L'abonnement restera toujours pour LE LIBERTAIRE la ressource la plus sûre parce que la plus régulière.

Si nous voulons faire du LIBERTAIRE un grand journal, si nous voulons le voir paraître régulièrement sur grand format avec 8 pages. Il faut que tous, nous nous mettions à la tâche pour le collectage des abonnements. IL NOUS FAUT 5.000 ABONNES.

Chaque jour nous recevons des abonnements nouveaux. Tous les militants de l'U.A. doivent donner l'exemple. Chaque lecteur au numéro doit devenir un abonné.

Avec la bonne volonté de tous, nous aurons bientôt 5.000 ABONNES.

L'ABONNEMENT AU LIBERTAIRE NE COUTE QUE 22 FR. POUR UN AN.

BULLETIN D'ABONNEMENT

FRANCE

22 Nos .. 22 fr.

26 Nos .. 11 fr.

Chèque postal : Scheek André, Paris 187-78

à la rue de Bondy (104)

Téléphone : BOTARIS 68-97

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de

à partir du pour la somme de

dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

Nom (1)

Ville :

(1) Ecrire très lisiblement.

au "LIBERTAIRE"

Le front de la liberté

Il nous manquait un front : le front de la Liberté.

Ce vide est comblé. L'initiative de cette formation politique a pour auteur... devinez qui ?

Mais vous le savez déjà : c'est Jacques Doriot.

Le bonhomme a tous les culots.

Durant une douzaine d'années, il a été un des personnages les plus considérables du Parti communiste. Chaque fois que ce Parti était appelé à prendre position sur un problème de doctrine ou de tactique, c'est Jacques Doriot qui, officiellement, c'est-à-dire au nom du Parti communiste, faisait connaître, dans la presse et au Parlement, cette position.

Défense expresse aux cellules, aux rayons, aux membres du Parti de discuter le point de vue du Comité Directeur ou du Bureau politique dont Doriot était l'inspirateur, le véritable chef et le porte-parole.

Malheur à qui se permettait de critiquer, si peu que ce soit, la position adoptée et le mot d'ordre qui s'ensuivait.

Si ce « malavisé » était inscrit au P.C., il en était exclu sans rémission et les foudres de l'excommunication majeure s'abattaient sur lui, il devenait une sorte de lèpreux, de maudit, de pestiféré avec lequel tout contact était interdit.

Nanti, la veille encore, de toutes les qualités, pourvu de toutes les vertus : courage, abnégation, dévouement, savoir, talent, etc., etc., il était, du soir au lendemain, dépourvu de tous ces mérites, accablé d'outrages, frappé de malédictions.

Si le critiqueur n'appartenait pas au Parti, il était abreuvé d'injures : petit bourgeois, contre-révolutionnaire, agent provocateur, vendu au capitalisme... aucune infamie ne lui était épargnée.

C'est à ces us et coutumes du plus abject despotisme, de la dictature la plus brutale et la plus autoritaire que Doriot — qui était, alors, l'idole du Parti communiste — a présidé des années durant, jusqu'au jour où son tour vint de subir le sort qu'il avait infligé aux autres ; et — juste retour des choses d'ici bas — il est, aujourd'hui, traité par ses admirateurs et associés d'ancien champion de la Liberté, le plus vil et le plus dégoûtant qui soit.

On voudrait bien reconnaître que, lorsqu'on traîne derrière soi un tel passé (et la vie politique de Doriot n'en comporte pas d'autre) on est peu qualifié pour se camper en champion de la Liberté, lever contre les autres « fronts » l'étendard de la pure et sainte Liberté et appeler qui que ce soit à combattre sous les plus sacrés de ces glorieux drapeaux.

Doriot a, pourtant, cette insurpassable impudence.

Toutefois, il se garde bien de s'adresser aux « Libératoires ». Il n'a pas perdu toute compréhension et il sait pertinemment que les hommes épris non pas de la caricature mais du véritable visage de la Liberté répondraient par le mépris à cette offre aussi insultante que dérisoire.

Il a porté ses vues ailleurs ; et, dans le but de recruter les effectifs, vaillants, vaillants, dont a besoin le Front de la Liberté, Doriot qui entend en être le chef, a fait appel à des hommes qui ont de la Liberté la même conception que lui.

Ces hommes s'appellent Casimir de la Rocque, Pierre Taittinger, Philippe Henriot, Michel Dezares, Fernand Laurent, Joseph Denais et quelques autres de même farine : la fine fleur de la Bourgeoisie réactionnaire, le dessus du panier des Lignes fascistes.

Ah ! la belle équipe ! Doriot et ses lieutenants ne sont tout de même pas inintelligents. Ils savent fort

bien que les chefs et les troupes qu'ils convient à former avec eux le Front de la Liberté sont les plus enragés ennemis de celle-ci.

Mais le Généralissime Doriot et son Etat-Major ont beau taper sur la grosse caisse de la réclame et se vanter d'être à la tête d'un nombre déjà formidable (?) d'adhérents, ils ne parviennent à tromper personne (eux, moins encore que quiconque) ; ils se rendent bien compte que, pour engager la bataille et la gagner, le « Doriotisme » ne dispose que de troupes par trop insuffisantes.

Alors ? ...

Alors, on fait ce qu'on peut et comme on peut.

On commence par tendre la main à tous les mécontents et on sait que les déçus, les envieux, les aigris, les malchanceux, sont partout et toujours légion. On ne leur demande ni d'où ils viennent, ni où ils vont. A l'aide d'un assourdissant tam-tam, on enrôle les uns, on embrigade les autres.

A la façon des boueux et des chiffonniers — la pelle des premiers et le crochet des seconds ne sont guère délicats — qui le matin, ramassent tous les débris, restes et saloperies qui traînent dans la rue, on racroche et on ramasse tout ce qui se présente.

Puis, on adresse un appel spécial aux roublards qui ont pris les devants en organisant des Lignes fascistes et aux nigauds qui ont adhéré à ces Lignes. On fait risette aux de la Rocque, aux Taittinger, aux Dorgères, aux Ybarnégary, aux Philippe Henriot, aux Marin. On leur chipe ce que ces prophètes appellent pompeusement leur programme qui gravite tout entier autour de ces quelques misérables rengaines :

a) renforcer la puissance de l'Etat. (Quel Etat ?)

b) rétablir l'Ordre. (Quel Ordre ?)

c) ramener la Prospérité publique par les moyens appropriés ? (desquels ?)

d) restaurer le Culte patriotique. (Et préparer la Guerre ?)

e) réaliser ce programme merveilleux et nouveau (?) par l'installation au Pouvoir d'un Gouvernement qui gouverne.

Enfin, on donne à la stupéfiante et lamentable cohue qu'on se targue de rassembler sur ce programme libérticide le titre de Front de la Liberté.

Si ce n'était pas bête à pleurer, ce serait à mourir de rire.

Ne pleurons pas ; mais ne rions pas. Nous vivons à une époque et dans un pays (celui du Peuple le plus spirituel) où les idées les plus baroques sont celles qui ont le plus de chances d'être prises au sérieux par la foule ignorante et abusée ; où les projets les plus abracadabrants ont le plus de succès auprès de ceux qui se croient et se disent les plus sensés.

Donc, ne haussions pas les épaules. N'exagérons pas le danger, mais ne nous assoupissons pas sur le mol oreiller d'une imprudente sécurité.

Ne rions pas.

Ces gens, ces égarés de la Liberté, ont pour eux la caserne et la sacristie, la presse et l'argent. Ce sont là des atouts qui, entre leurs doigts entraînés aux manipulations, tours de passe-passe et escamotages, pourraient fort bien, si nous ne nous méfions pas, si nous manquons de vigilance, leur assurer le gain de la partie.

Ils ont pour eux toutes sortes de concours maveux et de complicités occultes d'une incalculable puissance : routine, préjugés, croyances séculaires, tradition-

TOUJOURS LE BAGNE D'ENFANTS

POUR EN FINIR

Qu'on nous pardonne de revenir en quel que sorte sur les mêmes sujets, mais notre position nous conduit fatalement à parler plus particulièrement de ce que les autres s'emploient à taire et à étouffer.

C'est ainsi que j'ai cherché vainement, dans le flot d'éloquence qui déferla dimanche aux quatre coins du pays un seul mot, une seule allusion, même voilée à l'Amnistie. Pourtant Blum, Daladier, Paul Faure et bien d'autres de moindre envergure ont dans leurs discours exposé ce qui avait été fait par le Front populaire au pouvoir. A leurs électeurs, ils avaient bien dit y a un an promis l'amnistie. Le fait qu'elle soit lettre morte vaut bien une explication.

Mais, cette question de simple bon sens, l'électeur moyen ne se la pose pas une minute. Il n'y a même jamais réfléchi de sa vie. C'est précisément pour cela qu'il vote d'ailleurs.

D'autre part et comme c'en est la coutume, le scandale des bagnes d'enfants, après avoir pris toutes les apparences d'un raz-de-marée qui allait tout submerger, s'est réduit à un tout petit clapotis. La meilleure preuve qu'on en puisse donner est qu'à Eysses, la maison mortuaire, un enfant est encore actuellement au fers et au pain sec pour huit jours. Motif ? En passant dans le jardin de la prison, il a dérobé une fleur.

Et Alexis Danan qui narre le fait, dit en s'adressant à Marc Rucart : « Malgré vos sanctions, Monsieur le ministre ». Mais où sont donc les sanctions prises par M. Marc Rucart ? Oublie-t-on que dans ce bague d'enfants il y a eu en peu de temps un pupille condamné à la folie perpétuelle des suites d'un coup de sabre donné par un gardien et en dernier lieu le petit Roger Abel assassiné par le personnel de ce sinistre établissement.

Or, pour ces crimes prémédités et accomplis froidement on a tout juste remercié le docteur Guy, médecin d'Eysses. On a « blâmé » le directeur Mouffier, en lui retardant un peu son avancement. On n'a rien fait contre les brutes qui servent de gardiens. Et quant à celui qui, frappant de son sabre un jeune détenu l'a rendu fou, le garde-chiourme Griffoul, le tribunal correctionnel l'a condamné à... 50 francs d'amende, et comme on ne peut pas lui redonner du service immédiatement dans les geôles, et que d'autre part, on considère à la direction pénitentiaire qu'il est victime d'un accident banal, on ne lui a pas coupé les bénéfices de sa profession. Et le gardien Griffoul se présente chaque fin de mois à la prison d'Eysses pour y toucher sa solde !!!

Ainsi donc, c'est vu, c'est dit, c'est prouvé. On peut impunément, quand on est médecin de pénitencier, directeur de maison de correction ou porte-clés dans un bague d'enfants, satisfaire ses besoins sadiques de meurtre, de brutalité ou de pèderastie sur de jeunes sujets. Les peines encourues (quand on se fait prendre, quand le scandale transpire et que ça se sait au dehors) sont minimes. Voilà la société magnifique, le pays civilisé qu'il faut défendre, la justice qui se permet de juger, de condamner ! Voilà la société qui s'arrogue le droit d'envoyer à l'échafaud, sans preuves, un Sclay, présumé coupable d'un meurtre d'une petite fille. Si Sclay avait été directeur d'une maison de redressement ou simplement garde-chiourme dans cet établissement, il aurait eu à volonté des petits enfants et on l'aurait payé pour les frapper, les martyriser, leur voler ce qu'ils reçoivent dans leurs maigres colis et même s'il était homosexuel, satisfait sur eux ses fantaisies. Car ce sont là les mœurs de tous les gardiens de bagnes d'enfants.

Mais l'écroulement humain a des limites et nous disons comme les braves bougres et les rédacteurs de grands journaux : « Il faut que ça cesse ! »

Oui, il faut que ça cesse, mais ce n'est pas un ministre qui changera cet état de choses. Il n'y a pas à attirer l'attention de M. Marc Rucart sur tel fait, M. Marc Rucart s'en fout ! Il est le représentant d'un ordre social qui ne peut tenir que grâce aux casernes, aux prisons et aux bagnes d'enfants. Il ne va pas détruire les assises de la société dont il est bénéficiaire pour faire plaisir à quelques cœurs généreux et calmer quelques âmes sensibles ! Pas plus que M. Daladier, partisan de la Patrie et partant de l'Etat-major de Biribi et des fusillés pour l'exemple, ne va accorder une amnistie qui mettrait sur un pied d'égalité les hommes de cœur qui ont refusé d'assassiner et la bande d'imbéciles d'anciens combattants qui ont troqué une de leurs pattes ou un abatis contre une médaille en fer blanc qu'ils arborent sottement en défilant derrière le torchon tricolore !

Répons-leur encore. C'est aux hommes décidés de faire leur salut eux-mêmes. Les ministres ne sont que des quantités négligeables, et tant qu'on leur fera confiance, il n'y aura rien de fait.

Une ligue des anciens pupilles des maisons de correction qui auraient juré de mettre fin au scandale des bagnes d'enfants, avec des moyens d'action plus énergiques qu'un décret de ministre, aurait singulièrement plus d'effet sur les bourreaux de gosses que les « sanctions » de M. Marc Rucart ? Qu'attendons-nous pour la fonder ?

MAURICE DOUTREAU.

nalisme enraciné : autant de sédiments et de résidus que des millénaires d'Autorité ont déposés dans l'esprit et le cœur de la multitude asservie.

Vieilles guitares, pensera-t-on, dont les cordes usées ne rendent plus qu'un son affaibli et même fêlé.

Je ne dis pas non ; mais ils en jouent si superbement !

Ne rions pas.

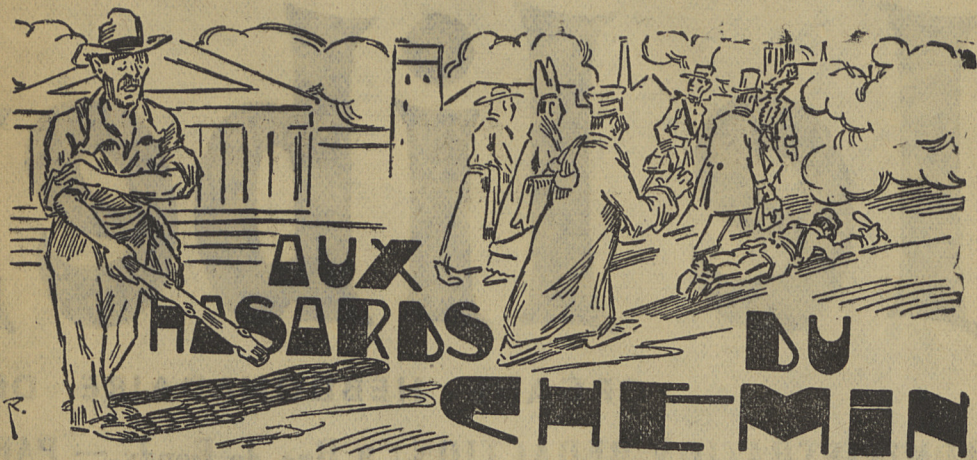
Il n'y a ; il ne peut y avoir qu'un seul véritable Front de la Liberté.

Ce front, c'est le front dans lequel, nécessairement et au plus tôt, se rassembleront tous ceux qui espèrent et travaillent à la Révolution véritable, à celle qui ne s'arrêtera pas à mi-chemin, à celle qui supprimera et le capitalisme et l'Etat.

Ce front, c'est celui qui, dès aujourd'hui, groupe et, demain groupera tous les individus résolus à réaliser cette formule nouvelle de vie sociale : « Ni commander, ni obéir ! »

Ce front de la Liberté, c'est le nôtre, compagnons. C'est le front libértaire.

SEBASTIEN FAURE.



BIEHNHEUREUX LES PAUVRES D'ESPRIT

LES curés prennent vraiment, avec raison d'ailleurs, leurs ouailles pour des imbéciles. On peut lire dans un journal paroissial du Loir-et-Cher un pathétique appel pour doter l'église du pays d'un carillon. Voici un extrait de cet appel :

« HATONS-NOUS »

Hatons-nous, chères servantes de Dieu : 1° De consacrer à la gloire de Jésus ces cloches qui lui porteront la voix des pêcheurs qui espèrent en lui et jetteront vers la bienheureuse Marie le cri suppliant de la terre.

Hatons-nous, car tout retard dans l'exécution de ce projet entraînerait des augmentations de prix : depuis un an, le cuivre a déjà doublé de valeur. »

PETITS DRAPEAUX

A la manifestation du Mur organisé le 6 juin par les trotskystes quelques-uns de nos camarades s'étaient glissés.

Deux camarades avaient apporté un grand voile noir et l'autre un petit drapeau rouge et noir.

Ces deux emblèmes attirèrent immédiatement l'attention des flics « républicains » en civil qui nous enjoignirent de ne pas les déplier sur la voie publique. Craignant sans doute de ne pas obtenir l'obéissance passive de notre part, ils insistèrent en demandant aux trotskystes chargés du service d'ordre de bien veiller à ce que leurs ordres soient exécutés.

Inutile de dire, peut-être, que les deux drapeaux flottèrent quelques mètres avant l'entrée du cimetière, et que de nombreux camarades se rassemblèrent derrière.

MOT D'ORDRE

Assez bizarre ce cortège de dimanche où près de trois cents trotskystes J.S.R. et P.O.I. réunis s'étaient rassemblés près de l'entrée du Père-Lachaise ! Quelques drapeaux, les portraits de Lénine et Trotsky et enfin des banderoles !

Une banderole attira surtout notre attention : « A bas les ministres radicaux, vive le gouvernement ouvrier et paysan ».

Nous ne voudrions pas engager une polémique particulière à cause de ce mot d'ordre malheureux croyons-nous, mais nous avons spontanément été obligés d'exprimer notre étonnement. Dormoy le fusilleur vaut-il donc mieux que Daladier « la guerre » ? Nous ne le pensons pas, et pour nous, ministres de toutes étiquettes aussi divergentes que possibles sont à mettre dans le même sac.

DU CHAPEAU

Le grand indépendant Ce Soir publié sous le contrôle du Comité central du P. C. F. tient ses lecteurs en haleine avec la tendre idylle d'Edouard et de Wallis. Aucun détail ne nous est épargné, et si l'intéprète envoyé spécial du camarade Aragon avait pu pénétrer dans la chambre nuptiale et tirer une de ses fameuses « photos exclusives », c'eût été l'éclatant triomphe de la presse « Front populaire » sur l'équipe Proust-Beghin.

« Hier matin, déclare ce vaillant reporter, Mrs Warfield a essayé ses chapeaux et ses robes. Puis, rompue de fatigue, elle est allée s'étendre un instant dans ses appartements. »

Sentez-vous bien le tragique de la chose : cette pauvre femme, rompue de fatigue, littéralement crevée d'avoir essayé ses chapeaux. Ah ! combien les saines joies du travail sont préférables aux tourments des grands de ce monde !

LES PLEURS DU « TEMPS »

Le digne et calme Temps ne résiste pas non plus à la poésie du moment. Il est tellement ému qu'il en pleure. Oyez plutôt : « Mrs Warfield s'est éveillée, ce matin, un peu après huit heures, le temps gris s'est soudain levé pour faire place à un soleil radieux. » C'est charmant, n'est-ce pas ?

Et les lignes qui suivent ce prélude ne laissent pas d'être émouvantes. La cérémonie y est relatée avec des petits trémolos bouleversants. « La plupart des amis fidèles qui ont assisté à la consécration de cette union ont peine à retenir leurs larmes. » Et puis l'apothéose, le cou-

plet patriotique : « Et la duchesse de Windsor, qui a retrouvé toute sa gaieté, ajoute avec un sourire : « Vive la France ! »

Tout de même, ces gens qui pleurent parce que leur petite copine épouse, vers la quarantaine, un type de la famille royale, ça fait un peu plus digne et plus distingué que toute la sensiblerie étalée à propos des moutards ibériques.

ANNIVERSAIRE DU F. P.

Le Popu, lui, est absorbé par l'anniversaire du Gouvernement. Il consacre un numéro à la consécration de son palmarès (?). Tout y est : mesures financières, mesures sociales, mesures économiques, etc.

« Défense républicaine » c'est d'abord — dit le Popu — par les décrets des 18 et 23 juin la dissolution des ligues factieuses, conformément à la loi du 10 janvier 1936, sur les groupes de combat et la milice privée. C'est ensuite lorsque La Rocque vint tourner la loi, l'instruction ouverte contre lui pour reconstitution de ligue dissoute. »

« Nous avons dissous les ligues fascistes », disent aussi Paul Faure, Favier et l'illisible Bracke... Mais, en première page de ce même numéro, un gros titre annonce que les doriotistes ont abattu une ouïrière à Fussy. Puis on nous apprend plus loin qu'un fort détachement de fascistes motorisés vient attaquer des ouvriers agricoles qui faisaient la grève.

Le Gouvernement a dissous les ligues ? Mais non ! camarades socialistes. Erreur ! Il a saisi ou poursuivi le Libértaire, la Patrie Humaine, d'autres journaux ouvriers. Il a fait arrêter des camarades qui voulaient aider leurs frères d'Espagne. Rectifiez, camarades rédacteurs, cette erreur collective. Les ligues sont encore là et les fascistes toujours actifs.

DIEU EST-IL FASCISTE OU ANTI-FASCISTE ?

LES appels des communistes au cardinal Verdier ont été entendus et celui-ci a déploré en termes liturgiques et en paraboles très chrétiennes les assassinats d'enfants de Bilbao.

Cependant que, derrière la charogne de cette crapule de Mola, un des responsables de ces assassinats, le grand clergé espagnol, archevêque de Burgos en tête, marmottait des paternôtres et dispensait l'eau bénite. Car, comme dit le catéchisme, l'église catholique est une et indivisible.

VLA LES COSAQUES

Les nagaïkas vont de nouveau siffler sur les épaules des moutons.

Le 1^{er} mai 1937, les Cosaques réhabilités par Staline ont participé à la grande parade militaire sur la place Rouge, qui est maintenant de tradition. Les Cosaques ! Tout ce que ce nom peut rappeler de crimes, de violences, d'horreurs froidement perpétrées contre les populations ouvrières en révolte ; puis les pogroms...

La révolution ne les avait pas gagnés, au contraire. Dès le début jusqu'à la collectivisation des campagnes, les cosaques se sont en effet toujours trouvés du côté de la contre-révolution.

Aussi n'ont-ils eu aucun effort à faire pour adhérer au stalinisme. Et l'on vient d'apprendre que l'homme du Kremlin leur a restitué en récompense toutes leurs prérogatives traditionnelles.

Il prévoit sans doute qu'il aura besoin d'eux pour mater les révoltes futures.

Les romanichels.

Eugénie Casteu est morte

On nous apprend cette triste nouvelle au moment de la mise en pages de notre journal.

Elle se trouvait en Espagne où elle avait rendu visite à son frère qui venait d'être blessé sur le front de Madrid. Elle regagnait la France et c'est au cours d'un accident pendant le trajet, qu'elle se blessa mortellement.

C'est une bonne camarade qui s'en va, une excellente militante aussi.

Eugénie Casteu était institutrice dans l'Oise depuis la fin de la guerre.

Avec son compagnon, Second Casteu, mort depuis deux ans, elle accomplit une active propagande anarchiste dans la région de Beauvais. Second Casteu et elle furent parmi les meilleurs animateurs de « Germinal ». Ils ont été pour notre « Libértaire » de précieux collaborateurs.

U. A. — J. A. C.

LA FÊTE CHAMPÊTRE

organisée par l'Union Anarchiste et la J. A. C., au profit du Libértaire, aura lieu le dimanche 4 juillet, dans le Parc de la Mairie de Livry-Gargan.

Tous nos Amis de la Région parisienne doivent nous réserver leur journée.

Une mise au point

Lettre ouverte au Parti Communiste

Le Groupement Socialiste Madrilène qui, il y a peu de temps encore appuyait si loyalement le Parti Communiste lequel, en contre-partie, désignait le camarade Largo Caballero comme le vrai « Lénine espagnol », a adressé au même Parti Communiste la très intéressante lettre que nous reproduisons ci-après et dont la valeur politique n'échappera certainement pas à la perspicacité de nos lecteurs :

« Au Comité Provincial du Parti Communiste.

Chers camarades,

Par tempérament et par principe, nous sommes ennemis de toute situation équivoque, raison fondamentale de cette lettre.

Ce Comité a toujours eu pour habitude d'agir loyalement ; pour cela même, tous nos adhérents et sympathisants à notre Groupement conservent l'entière liberté de manifester leurs opinions, qu'elles soient favorables ou contraires à notre ligne de conduite.

Pour éviter tout jugement erroné ou fautive interprétation de notre attitude, nous affirmons catégoriquement que le Comité du Groupement Socialiste Madrilène n'est toujours préoccupé, sans tenir compte des différences de tactique employées au sein de notre Parti, de fortifier celui-ci, de le défendre et de lutter pour son plus grand prestige, en montrant la garde contre toute ingérence étrangère, plus ou moins déguisée. Ce Comité affirme également qu'il est le seul juge de tous les actes de faiblesse ou de trahison qui pourraient se produire parmi ses adhérents.

Une fois cette déclaration faite, nous vous informons que si nous n'admettions aucune autorité supérieure ni glorification d'aucune personnalité, nous devons reconnaître, par contre, certaine affinité de tactique entre la politique syndicale ou sociale de notre organisme et celle de notre camarade Largo Caballero et de ses amis. Notre Comité continue donc à croire à la nécessité d'une unité politique avec votre Parti et d'une unité syndicale si possible avec la C.N.T. ou, tout au moins, d'un pacte d'union dans notre lutte contre l'ennemi commun : le fascisme. A maintes reprises, vous vous êtes déclarés conformes avec cette tactique et aujourd'hui encore votre presse se fait l'écho de votre accord de principes, en termes sonores et éloquentes.

Mais ni votre propagande d'unité ni la glorification de la personnalité de Largo Caballero à laquelle vous avez contribué plus que personne, ne vous ont empêchés (et c'est là un double jeu bien peu noble, en vérité) de chercher à supplanter le Parti Socialiste part où vous avez pu le faire. C'est seulement lorsque Largo Caballero et ses amis, ouvrant et pensant en véritables socialistes, se sont opposés à vos ambitions personnelles, que vous avez jeté bas le masque. Vos agissements déloyaux ont démontré clairement que votre seul souci était, non pas de réaliser l'unité d'action pour elle-même, mais bien au contraire de vous servir de cette unité pour absorber complètement tous les autres secteurs politiques qui y auraient adhéré. Ces faits vous ont amenés, et ce fut là un manque total du sens de vos responsabilités dans le moment actuel, à provoquer une crise d'une gravité telle que l'unité d'action rencontre aujourd'hui des obstacles presque insurmontables, et qu'il sera difficile d'en poursuivre la réalisation dans l'avenir. Votre manque de vision politique a créé un certain sentiment de défiance dans la sincérité de vos manifestations, quelle que soit la fraction de notre Parti à laquelle vous vous dirigez.

Si à tout cela nous ajoutons l'œuvre de diffamation que vous avez entreprise contre le camarade Largo Caballero, aussi bien dans les meetings à l'arrière, que dans les tranchées de première ligne, avec la violence de langage qui vous caractérise, arguments qui d'ailleurs ont servi à dévaloriser l'œuvre nulle de votre Parti dans un gouvernement non présidé par Largo Caballero, nous devons reconnaître, par contre, que vous avez sérieusement contribué, par votre attitude, à éclairer l'opinion de ceux qui vous suivaient jusqu'alors. Un fait certain découle de tout cet exposé : c'est que si le désir d'unité persiste encore, ce n'est certainement plus avec vous.

Mais, si même tout ce que vous affirmez

était vrai, notre Groupement estime que, sans vous soumettre inconditionnellement à personne et dans le seul intérêt du pays, vous ne deviez pas transporter ces querelles politiques dans les tranchées.

Comme notre silence dans cette affaire pourrait faire croire à une reconnaissance facile de notre part de votre attitude, et en raison des bonnes relations que nous avions toujours maintenues jusqu'à présent avec votre Parti, nous nous voyons obligés de vous manifester publiquement notre opinion, considérant par cela même accomplir notre devoir envers le pays et envers nos idées. La sincérité que nous avons toujours mise au service de l'unité d'action reste encore et restera notre unique consigne politique. Nous avons tout mis en œuvre pour écarter toute velléité d'« absorption » et avons toujours recommandé à nos adhérents de mettre toute leur valeur personnelle au service de tous, sans jamais pour cela se laisser dominer par personne, au seul préjudice de leur propre dignité.

Et nous terminons, camarades communistes, par cette demande : si vous désirez sincèrement l'unité, sans aucune intention secrète, abandonnez la campagne de diffamation que vous avez entreprise contre le camarade Largo Caballero, non plus seulement pour ce qui l'affecte personnellement, mais surtout pour ce qu'il a toujours représenté et représente encore parmi nous ; cette campagne fut-elle appuyée par certains éléments plus ou moins autorisés de notre Parti. C'est une représentation socialiste qui vous parle ainsi et qui désire collaborer à une action commune avec votre Parti, mais qui ne pourrait y consentir si vous persistiez plus longtemps dans votre attitude.

Cordialement à vous.

Pour le Groupement Socialiste Madrilène.

Le Président : J. GOMEZ-AGIDO.

Le Secrétaire : J. ALONSO.

UN VERITABLE DOCUMENT

« Apuntes historicos de la revolución española »

Un livre d'une documentation remarquable vient de paraître en espagnol. « Solidaridad Obrera » le présente à tous ceux qui aiment la vérité, à ceux qui veulent réellement connaître toute l'époque qui précède le soulèvement fasciste du 19 juillet 1936.

Après une analyse serrée de tous les abus de l'époque monarchiste que nos camarades connaissent en partie, nous voyons dans ce chapitre « du 14 avril au 19 juillet » comment Alcalá Zamora, président de la République, avait pris le 19 février 1936, toutes ses dispositions pour remettre le pouvoir aux militaires. Comment Aznar l'évita à ce moment.

Quel effroyable réquisitoire ce chapitre « Casares Quiroga et le Général Mola » dans lequel nous assistons au triomphe du Frente Popular et à Casares Quiroga ministre de la guerre notamment Mola général de division en Navarre ; toute l'Espagne assistait effarée à la préparation ouverte du soulèvement, Mola recevant à Pampelune les émissaires monarchistes. Puis la révolte...

Cet ouvrage est toute l'histoire de cette seconde république espagnole du 14 avril 1931 qui se termina le 19 juillet 1936. Tous les types politiques avec leurs tares défilent durant cinq ans.

Miguel Maura choisit comme ministre de l'Intérieur « pour mettre la ceinture aux travailleurs qui ne seraient pas d'accord avec la république ultra-bourgeoise ».

Gil Robles, l'homme de la Compagnie de Jésus avec Alcalá Zamora.

Azaña qui tenta tout de même de lutter contre les curés et les militaires... dans le cadre bourgeois.

Marcelino Domingo qui prend Thiers en état de circonstances pour modèle d'homme d'Etat ; etc., etc.

Nous voyons l'énorme tromperie que fut la réforme agraire ;

Nous voyons la bureaucratie croître et embellir et les requins en action. Les députés des Cortes touchaient des sommes devant lesquelles pâliraient nos députés ;

Nous restons stupéfaits devant Prieto mil-

Aujourd'hui plus que jamais s'impose l'unité des travailleurs

D'un intéressant et détaillé rapport qu'un de nos bons camarades qui a vécu les récents événements de Catalogne, a rédigé, nous extrayons la conclusion qui fort justement exalte l'unité syndicale seule capable de mettre en déroute les manœuvres politiques aux ordres de la bourgeoisie naissante et du stalinisme.

Personne n'a le droit d'empêcher l'union contre les travailleurs. Les deux Centrales Syndicales souhaitent la réalisation d'une entente pour l'exécution de la grande œuvre d'émancipation sociale de la Société de demain, espoir des prolétaires. Personne n'a le droit de spéculer sur les intérêts de la classe ouvrière. Personne n'a le droit de prétendre que les carnets syndicaux constituent une barrière infranchissable pour le rapprochement idéologique. Les ouvriers, en obéissant aux ordres de retour au travail, ont donné une preuve éclatante de leur ardent désir d'union syndicale.

Les multiples manifestations de fraternité qui se produisent dans toutes les usines et fabriques démontrent clairement la volonté de la classe ouvrière d'en arriver rapidement à une base d'entente et de fusion afin d'empêcher que les éléments troubles de l'extérieur puissent spéculer avec leurs intérêts. Les cris de « Vive l'unité syndicale et mort au fascisme » qui se sont fait entendre dans les rangs des travailleurs ont certainement découragé les éléments provocateurs qui espéraient à la suite de leur action vénéneuse, voir continuer la lutte et poursuivre dans l'ombre leur œuvre défaitiste, aux ordres du fascisme criminel. La campagne défaitiste des provocateurs ne cesse pas encore, mais l'atmosphère de haine est déjà complètement dissipée parce que les travailleurs de la C. N. T. et de l'U. G. T. ne se sont pas laissés entraîner sur le terrain où prétendaient les mener tous ceux qui haïssent à mort toutes les conquêtes économiques et sociales du 19 juillet.

Ces éléments troubles ne sont que le résidu de la vieille bourgeoisie qui continue son œuvre ténébreuse de discrédit des œuvres de caractère social réalisées par la classe ouvrière. Ces tristes sires ne peuvent se résigner au triomphe de cette nouvelle économie que les travailleurs ont bâtie en harmonie avec leur vieux idéal, réalisation qui fournit des résultats de plus en plus remarquables, qui donne du travail à tous les chômeurs et qui a fait disparaître presque complètement le triste et humiliant spectacle de la mendicité publique. Tout cela, et bien d'autres choses encore, ne peut être compris par ces rejets pourris de la bourgeoisie moribonde et qui ne s'attendaient guère à trouver chez les ouvriers les capacités constructives dont ils ont fait preuve. A cause de cette réalité et lorsqu'ils se rendirent compte que la défaite de Franco était inévitable ils essayèrent par tous les moyens de semer à profusion la graine de la discorde parmi la grande famille prolétarienne. C'est leur dernière ressource. Les ouvriers qui ont compris la véritable portée de cette louche manœuvre doivent y répondre par l'unité syndicale, arme décisive qui barrera la route aux arrivistes et aux provocateurs. Le mensonge et la calomnie ne trouveront pas place dans les rangs des ouvriers étroitement unis pour l'édification d'une société plus juste et plus humaine que celle que nous combattons aujourd'hui par les armes.

Place à l'unité du Proletariat !

lionnaire, faisant semblant de combattre la Telefonica ; mais intervenant en faveur des cent deux compagnies de chemin de fer (17.000 km au total) que comptait l'Espagne ! pour augmenter les tarifs, mais les cheminots continuent à gagner de quatre à huit pesetas par jour.

Nous assistons à la misère croissante du prolétariat ; à l'Eglise plus puissante que jamais.

En un mot cet ouvrage de près de cinq cents pages est peut-être le plus remarquable qui ait paru sur la « République des travailleurs » qui disparaît.

C'est un « faccuse » impitoyable, preuves à l'appui contre tout le système démocratique, contre tout système parlementaire et capitaliste. C'est la preuve irréfutable que le prolétariat n'aura jamais rien à attendre des partis politiques, quel que soit leur programme, quelle que soit leur étiquette, quels que soient les hommes.

C'est un livre à lire. — M. G.

Un témoignage vécu

Quatre mois en Catalogne

Bien que sortant d'une longue période de persécutions diverses, exercées contre eux par tous les gouvernements qui se sont succédés jusqu'aujourd'hui, y compris ceux de la République de 1931 à 1936 : fermeture des locaux de leurs organisations, arrestations et déportations en masse, mises hors la loi et même l'assassinat de nombreux camarades, les anarchistes espagnols, toujours prêts à la lutte et animés d'un courage jamais égalé, ne furent pas autrement découragés par la révolte des militaires en juillet 1936.

Habités qu'ils étaient à la lutte même armée avec les forces de coercition et ce à l'encontre des partis politiques espagnols qui, comme ceux de partout, étaient enclins de réformisme et imprégnés de légalisme bourgeois, les admirables efforts fournis par nos amis anarchistes décidèrent de la partie.

Aussi, les ouvriers espagnols, les travailleurs authentiques, gagnés par l'allant et le dynamisme des camarades de la C. N. T.-F. A. I. devaient-ils bientôt suivre les directives anarchistes et adhérer en masse à la Confédération Générale du Travail. Et cet afflux d'éléments prolétaires et révolutionnaires venant augmenter d'autant la déjà puissante organisation confédérale devait inquiéter les tenants du communisme stalinien en Espagne.

Le député communiste Hernandez (Jésus) devait être le premier à exhiler sa mauvaise humeur contre nos camarades (regrettant sans doute que les anarchistes espagnols n'aient point tous disparu lors des combats de rues contre les fascistes à Barcelone et à Madrid, batailles où, comme il se doit, le « camarade » Jésus Hernandez brillait par son absence), ou que nos amis ne fussent pas tous partis aux fronts de combat, laissant ainsi le champ libre à leurs « alliés » les communistes...

Dès le 7 août 1936, ce député communiste, élu très certainement grâce à un programme irrévolutionnaire, déclarait : que le mouvement espagnol n'avait rien de social, et qu'il ne s'agissait que d'une révolution démocratique-bourgeoise et de défense républicaine.

Quant aux anarchistes, disait notre auteur, qui préfèrent l'arrière-garde à la ligne de feu, il ne faut pas y attacher d'importance. Leurs intentions ne sont pas très claires, mais le peuple et les organismes officiels se dresseront contre eux.

Nous ne voulons rien savoir du communisme libertaire, disait-il. Au lendemain du triomphe, ils seront mis à la raison — d'ici là, il nous est impossible de nous brouiller avec des éléments qui luttent à nos côtés.

Animés par un tel état d'esprit envers leurs alliés les anarchistes, les communistes espagnols, guidés et conseillés par les fonctionnaires du haut appareil de la III^e Internationale, tout spécialement envoyés de Moscou à Barcelone, Madrid et Valence, ne cessèrent pas de susciter les pires campagnes contre ceux qui n'obéissaient point aux injonctions et aux mots d'ordre du parti communiste d'Espagne, dont le programme farouchement révolutionnaire se résume ainsi :

« Nous luttons pour la République démocratique, et le respect des institutions républicaines, y compris la propriété privée. »

On suscitait les pires difficultés, on sèmer les pires embûches, et tous les moyens, y compris les plus abjects seront employés contre nos camarades qui, sur le terrain de la déloyauté, de la calomnie et du machiavélisme, ne pouvaient qu'être inférieurs.

C'est ainsi que Juan Consorera, ultra réformiste et antirévolutionnaire avant la révolte fasciste, devenu grâce à son anarchophobie, l'un des « chefs » les plus représentatifs du Parti socialiste unifié de Catalogne, et qui défend le mieux les intérêts de la III^e Internationale dont il est l'un des plus souples agents d'exécution, Juan Consorera, dont l'histoire révolutionnaire de l'Espagne parlera comme le prototype du jésuite rouge, succédant à notre camarade Domenech comme ministre du ravitaillement en Catalogne, ne trouva rien de mieux que de faire le procès de son prédécesseur et partant de la C. N. T. et d'organiser durant quelques jours la disette des produits alimentaires, afin d'en faire retomber la responsabilité sur la F. A. I. et la C. N. T. et pour les mieux déconsidérer aux yeux des masses.

Des propagandistes des deux sexes « travaillaient » les queues innombrables qui devaient les boutiques des commerçants attendaient le fait, le pain et tous les produits

de première nécessité. Les mystérieux agents de propagande susurraient que s'il en était ainsi, c'était de la faute aux hommes de la F. A. I. qui, en s'opposant à l'autorité gouvernementale paralysaient le ravitaillement... Cependant qu'à Port-Bou, des wagons de denrées alimentaires pourrissaient sur place !

C'est aussi, en bloc, les campagnes, publiques celles-là, des communistes contre les milices révolutionnaires, réclamant leur dissolution et leur remplacement par l'armée populaire, les attaques contre les patrouilles de contrôle, lesquelles, durant longtemps, étaient pourtant composées d'éléments appartenant à toutes les organisations antifascistes. Mais les camarades faisant partie des patrouilles de contrôle travaillés qu'ils étaient par la propagande et l'ardent prosélytisme des anarchistes, n'offraient plus la même docilité en vue d'événements graves et qu'on présentait déjà. Aussi, nos communistes réclamaient-ils, à cor et à cris, leur dissolution et leur remplacement par une police d'Etat, bien en mains du gouvernement.

L'affaire des tanks, que nos communistes se proposaient très certainement d'utiliser contre leurs ennemis les anarchistes au cours d'événements qu'ils sentaient d'autant plus prochains, qu'ils en étaient les fomentateurs, les tentatives isolées de désarmement des camarades de la C. N. T.-F. A. I. tout atteste la volonté désormais inébranlable des éléments communistes ou influencés par eux, de susciter et provoquer des événements en accord certain — les événements du début de mai l'ont démontré — avec l'Esquerre républicaine, l'Esta Catala, et ces messieurs de la Généralité, dont M. Companys. De ce même Companys, qui déclarait naguère au rédacteur de Vu, numéro spécial du 29 août 1936, sur les événements ayant suivi la révolte fasciste de juillet 1936 : « Je veux vous donner une idée de ce que furent ces combats de rue. Au fond d'une des longues avenues de la Cité moderne, si terriblement rectilignes, un régiment d'artillerie débouche et entreprend de mettre ses pièces en batterie contre la ville, sous la protection d'une ligne de mitrailleuses. Des ouvriers les observaient aux coins des rues latérales. Quelques combattants de la C. N. T. montent sur trois camionnettes, les lancent à fond de train, débouchent sur l'avenue, à cinquante mètres de la troupe, et foncent sur elle. Les mitrailleurs voient venir ces bolides à 120 à l'heure. Avant même qu'ils se soient rendu compte de ce qui se produisait, les engins sont sur eux, ils sont houscoulés, tout ce qui n'a pas été écrasé est mis en fuite ou poignardé par les ouvriers qui ont sauté des camionnettes, les mitrailleuses et les canons sont retournés contre les rebelles.

Il est possible que les anarchistes nous suscitent aujourd'hui quelques difficultés ; je n'oublierai jamais la part décisive qu'ils ont prise à ces combats décisifs, je suis résolu à tout faire pour ne pas me séparer d'eux dans l'organisation de l'Etat nouveau. »

On a vu, à l'occasion du complot contre la C. N. T.-F. A. I. perpétré par toutes les organisations non anarchistes de Catalogne les 3, 4, 5 et 6 mai, quelle fut la lamentable attitude du président de la Généralité. Pour mieux tenir ses promesses de ne jamais oublier ce que la Catalogne et, partant, la Généralité et ses politiciens, doivent à l'héroïque abnégation des ouvriers anarchistes, il trahit la Catalogne ouvrière et révolutionnaire auprès des politiciens de Valence, et des impérialismes anglo-franco-russes.

Cela, nos camarades espagnols ne peuvent l'oublier, pas plus que les cadavres de Berneri, de Barbieri, de Francisco Ferrer, de Domingo Ascaso et des centaines d'autres victimes.

LUCIEN HAUSSARD.

Un plénum international de la F. A. I.

Peu après les événements du 3 mai, plusieurs groupes et organisations étrangères, dont l'Union anarchiste, avaient suggéré à la F. A. I. de prendre l'initiative d'une conférence internationale pour suppléer au Congrès envisagé pour le 10 juillet, mais qui est repoussé maintenant à une date ultérieure.

Le Comité péninsulaire de la F. A. I. a adhéré à cette proposition et le plénum international est convoqué pour le 13 juin à Barcelone. La semaine prochaine nous en parlerons en détail.

L'œuvre constructive de la C. N. T.-F. A. I.

SIX MOIS AU CONSEIL DE L'ÉCONOMIE

Au moment où nos camarades de la C. N. T.-F. A. I. sont l'objet de tant de calomnies, qu'aux yeux de beaucoup de travailleurs, l'on tente toujours de présenter les anarchistes comme les illuminés incapables de la moindre réalisation, il n'est pas mauvais de rappeler que nos camarades dirigent l'économie catalane depuis dix mois.

Ceux dont on parle peu, ceux qui ont donné une structure à la nouvelle économie révolutionnaire se sont confiés à notre collègue Solidaridad Obrera.

Nous présentons ici un résumé succinct de ces articles. Nous voudrions que l'on comprenne quels efforts il faut faire en pleine guerre pour créer un milieu de l'hostilité de certains secteurs, quelque chose de viable. Etant donné l'importance du sujet, nous faisons remarquer qu'il ne s'agit ici que de quelques branches de l'économie.

De l'économie effondrée le 19 juillet devait surgir la nouvelle économie révolutionnaire capable de donner au peuple du pain et du travail pour tous et, de plus, capable de démontrer à tous la capacité construc-

tive des masses ouvrières de la C. N. T.-F. A. I.

Il fallait assurer à chaque instant la collaboration économique de toutes les branches de la production. Elle s'obtient grâce à la création de la Caisse de crédit industriel s'alimentant des excédents obtenus des activités les plus rémunératrices et compensant les déficits d'autres moins intéressantes pour la collectivité. De plus cette caisse finance la création de nouvelles industries comprises dans le plan de développement économique élaboré par les services techniques.

L'ŒUVRE RÉALISÉE

Le Conseil de l'Economie dirigé par les hommes de la C. N. T., dans son souci de la coordination de toutes ces branches, créa dans chacune d'elles un Conseil général d'industrie composé par des représentants des deux centrales syndicales, par des techniciens et représentants des entreprises collectivisées. Le Conseil de l'Economie est constitué par les présidents des Conseils généraux d'industrie. La coordination est ainsi obtenue.

Le service technique créa le recensement économique de la Catalogne, servant de base pour connaître le baromètre économique et mettre en rapport la production et la consommation.

Sous l'impulsion de Santillan, le C. A. I. R. N. (Conférence pour l'approvisionnement des ressources naturelles), et des commissions techniques pour étudier l'implantation de nouvelles industries, furent créés. Ces commissions sont composées d'ingénieurs spécialisés. Elles travaillent suivant le plan tracé par le conseiller à l'économie, Santillan. L'une d'elles s'occupe de la mise en valeur des bauxites et de l'aluminium ; de l'électrification de la Catalogne, de l'installation des tramways, de la production de produits pour substituer en partie l'essence, de la production des fibres textiles, de la fabrication du carbonate de soude, de l'intensification de la production cinématographique.

LES RESERVES HYDRO-ELECTRIQUES

Catalogne, comme dans le reste de l'Espagne, il y a d'abondantes réserves hydroélectriques inemployées. Des millions de Kilowatts se perdent ainsi faute de centrales électriques utilisant les dénivellements de nos rivières.

On se propose maintenant d'électrifier la ligne Manresa-Lérida, Barcelone-Tarragone. Déjà les travaux sont en cours.

Le charbon laisse beaucoup à désirer en Catalogne. Mais l'exploitation des bois est insuffisante. Il peut en être tiré un

gaz qui sera appliqué aux véhicules demi-lourds, camions, autobus, réduisant ainsi les importations.

Mais l'essence continuée d'être nécessaire aux voitures légères, avions, etc. Il nous faut viser le plus possible à notre indépendance économique, après la révolution.

MATIÈRES PREMIÈRES

En 1934, les importations de matières premières s'élevèrent à un milliard de pesetas ; sur ce chiffre, trois cent millions pour le coton.

Dans les régions tempérées de la péninsule, il peut être cultivé, et donner un résultat excellent ; ce coton a déjà été utilisé dans les filatures catalanes. Etant donné l'état de guerre en Andalousie, ce développement est difficile pour le moment. Mais, afin de faire face aux nécessités actuelles, le Conseil de l'Economie a subventionné, avec un million de pesetas, la fabrique « Fibro-Fil », récemment installée, pour obtenir une fibre de remplacement du coton en traitant chimiquement la paille de lin. Elle a chargé de plus une commission technique d'étudier l'utilisation des genêts pour obtenir une fibre textile qui permette de produire des tissus de toucher semblable à la laine, suivant un procédé découvert par un technicien catalan. Des essais réalisés, les résultats furent excellents et les déchets sont utilisés pour la pâte à papier.

Un autre succès du Conseil de l'Econo-

mie consiste dans l'industrialisation des fabriques de pâtes à papier avec de la paille de riz. Débuts encourageants.

MINES

Les gisements de chlorure de sodium de Cardona et ceux de polasse de Surig et Sallent sont les seules exploitations de quelque importance en Catalogne.

Santillan, afin de revaloriser les richesses minières a créé le C. A. B. (Commission pour utilisation, de la Bauxite). Cet organisme a effectué divers sondages et analyses. Il en résulte qu'entre La Segarra et El Panadés il existe des gisements évalués à un million de tonnes de bauxite capable, une fois traitée, de donner 200.000 tonnes d'aluminium pur.

On effectue méthodiquement des recherches afin d'obtenir du zinc, de l'étain, du cuivre. Quant aux quelques exploitations de plomb, elles furent réorganisées et donnent un meilleur rendement.

L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE

C'est un marché à peu près vierge en Espagne et cependant, en raison des nombreux pays de langue espagnole, d'un très grand avenir.

Une Commission a été créée qui doit présenter un projet de création de studios modernes et parfaitement outillés et d'étudier les moyens d'intensifier notre production cinématographique. Nous développerons les résultats obtenus dans un prochain article.

Un an de gouvernement de Front Populaire

II

La dévaluation était-elle évitable? Non certes, si on voulait rester dans les limites du régime capitaliste, et comme le Gouvernement n'avait pas l'intention d'en sortir, tôt ou tard la dévaluation devenait une mesure inévitable par suite de l'endettement croissant de l'Etat.

Une série de mesures accompagnait cette dévaluation d'environ 25 %, venue trop tard pour apporter un soulagement sérieux à l'Etat : autorisation de la Banque de France pour les négociations d'or en lingots et barres et des monnaies d'or, création d'un fonds de 10 milliards de stabilisation des changes, le surplus disponible (6 milliards environ) devant être imputé au crédit des comptes d'avances provisoires consenties au Trésor en vertu de la convention du 18 juin. Il ne restait, en définitive, rien au Gouvernement pour le lendemain.

Le Gouvernement, aux abois malgré la dévaluation, dut, pour faire face à ses engagements, négocier, sous couvert de combler le déficit des réseaux, un emprunt avec des banques anglaises avant la fin de l'année.

C'est ainsi que le gouvernement de Front populaire arriva au terme d'une année fertile en événements sociaux d'importance.

Nous avons passé sur certaines mesures prises par le Front populaire, notamment la création de l'Office du blé, la nationalisation des fabrications de guerre, qui auraient pu constituer les germes d'une nouvelle organisation sociale. Or, dès la mise en discussion de ces mesures, on s'est aperçu que leur mise en application ne répondait pas du tout aux aspirations que de nombreux travailleurs avaient mises en elles. L'étatisation n'est pas un moyen à préconiser l'emploi par le prolétariat; il lui faut la gestion directe de ces organismes qui doivent, dit-on, assurer son bonheur.

L'année 1937 devait voir le Front populaire prendre des mesures qu'aucun autre gouvernement, même de droite, n'aurait peut-être prises.

En janvier, l'Etoile Nord-Africaine, faisant partie du Rassemblement populaire, est dissoute par le gouvernement Blum.

Après avoir profité des aspirations des peuples opprimés et les avoir soutenues, le gouvernement de Front populaire allait donner des gages aux colonialistes. La dissolution de l'Etoile Nord-Africaine fut le premier pas dans la voie de la répression anti-ouvrière et anti-humaine.

Depuis le 10 juillet 1936, en réponse au coup de force des militaires espagnols, la classe ouvrière de ce pays s'était dressée tout entière contre la dictature. Le gouvernement Blum, soucieux, comme il fallait s'y attendre, de la défense de l'impérialisme français, devait prendre en cette circonstance des mesures particulièrement odieuses, contrairement même au droit international bourgeois. On a certes beaucoup parlé et écrit sur cette question. Beaucoup ont dit que le gouvernement Blum avait sauvé la paix et ainsi bien mérité du prolétariat. Nous nous permettons d'être d'un avis différent. Nous n'avons jamais demandé l'intervention officielle du gouvernement français dans les affaires d'Espagne, ce que nous avons toujours demandé, c'est qu'il laisse la classe ouvrière française faire son devoir de solidarité envers ses camarades espagnols. Et nous disons que les mesures prises vis-à-vis de ces derniers sont des mesures contraires, non seulement aux intérêts de notre classe ouvrière, mais aussi à ceux du prolétariat mondial. C'est un coup de couteau porté dans le dos de la révolution sociale.

Le 20 février, par une première mesure, l'interdiction des volontaires pour l'Espagne étant votée, le contrôle de cette mesure fut mis sur pied.

Les 4 et 5 mars, incidents sanglants à Metlaoui et à Djebel M'Dilla (Tunisie), faisant respectivement 21 et 4 morts, la gendarmerie et la troupe ayant tiré sur les grévistes indigènes des mines de phosphates. Cette accentuation de la lutte contre les revendications des travailleurs coloniaux ne suscita pas la réaction qu'un pareil événement eût dû normalement produire. Nous ne devons pourtant pas oublier que nous sommes solidaires de tous les travailleurs du monde, quels que soient leur pays ou la couleur de leur peau, et n'oublions pas que c'est par des mesures de cet ordre que le Front populaire espagnol a jeté les Marocains dans les bras de Franco.

Dans un pays comme la France, la question coloniale est extrêmement importante. La négliger serait courir au pire.

Le même mois devait encore nous faire assister à un « tournant » de la politique du Front populaire. Il peut être placé sous le signe du « retour au libéralisme monétaire et financier ». Cette volte-face devait rejouer nos bons possédants; par leur patience, leurs intrigues, ces derniers triomphaient. Les déclarations de Blum et Auriant en juillet et septembre dernier étaient reniées, les mesures prises au moment de la dévaluation supprimées; suppression de l'autorisation de la Banque de France pour la négociation de l'or à l'intérieur, achat de l'or au cours du jour sans justification d'identité, le tout sanctionné par un grand emprunt de la Défense Nationale.

Ce tournant consacrant définitivement la faillite du Front populaire allait mener petit à petit à la fameuse « pause ». Car il ne fallait pas brusquer les affaires, le prolétariat pouvant peut-être comprendre et alors... nos politiciens ne pouvaient sans frémir songer à pareille éventualité.

Et c'est la nuit de Clichy, du 16 au 17 mars, la manifestation du P.S.F., la contre-manifestation ouvrière : 5 morts, 300 blessés. Après Metlaoui et Djebel M'Dilla, Clichy vient démontrer une fois de plus, si cela était nécessaire, qu'un gouvernement quel qu'il soit ne peut faire en régime capitaliste qu'une politique bourgeoise.

La grève générale d'une demi-journée, organisée le 18 mars par l'Union des Syndicats de la Région Parisienne, ne réussit pas à laver le gouvernement de Front populaire du sang dont il s'est couvert.

En politique étrangère, c'est le contrôle terrestre et maritime des frontières espagnoles, l'étranglement définitif de la révolution espagnole.

En politique intérieure, Blum, dans son discours à la Chambre du 7 mai, déclare :

« Après la pause économique, le Gouvernement souhaite la pause morale. Jamais le pays n'a eu plus soif de concorde civique, plus d'aversion pour toutes les formes de la violence. »

Ainsi plus de revendications pouvant gêner MM. les capitalistes, du calme, beaucoup de calme, voilà ce qui est demandé au prolétariat. Au moment où les avantages obtenus sont grignotés chaque jour par la hausse du coût de la vie (indice 486 pour le premier trimestre 1936, à Paris, pour une famille de quatre personnes, indice 581 pour le premier trimestre 1937), on demande aux ouvriers de rester tranquilles.

Et L. Blum conclut : « Respect des droits mutuels, tel est le vœu certain de la nation. »

« Il y a deux jours, M. Baldwin prononçait des paroles belles et touchantes pour convier à la coopération capital et travail. »

« Les jours présents sont la grande épreuve de la démocratie. »

« La démocratie française saura démontrer qu'elle sait combiner l'esprit de progrès avec l'esprit d'ordre et de sagesse, de même qu'elle saura combiner au besoin son attachement aux institutions de liberté et aux procédures pacifiques avec l'esprit de décision et d'énergie. »

Voilà où nous a menés un an de gouvernement de Front populaire, à la reconnaissance des « droits », celui de Baldwin, à la « réputation de toutes les formes de violence », c'est-à-dire à la négation même du mouvement ouvrier (Ex. l'arbitrage obligatoire).

Mais le plus typique dans cet exposé est certainement le patronage sous lequel se place L. Blum, celui de Baldwin, le chef conservateur anglais, pour « convier à la coopération capital et travail ». Le Front populaire à la remorque des conservateurs anglais, voilà qui, à première vue, peut paraître ahurissant, mais qui n'est cependant que l'aboutissement logique de la politique du gouvernement actuel, politique d'entente anglo-française, celle des impérialismes rivaux.

Cette politique est celle de l'Union Sacrée. S'il ne réagit pas, le prolétariat français sera appelé un jour ou l'autre à prendre les armes pour la « défense des libertés démocratiques et des conquêtes ouvrières », c'est-à-dire, en réalité, pour la défense des capitalistes français. Nous ne pouvons, en aucun cas, nous identifier avec nos exploitateurs, nous sommes toujours en régime capitaliste (Ex. : renvoi d'ouvriers syndiqués, poursuites contre la presse révolutionnaire, etc.), nous n'avons donc pas d'intérêts communs, en conséquence notre politique ne peut être qu'autonome, basée sur la préparation de la révolution sociale et une solidarité ouvrière internationale agissante.

Sur le terrain syndical, la « réconciliation pure et simple des contrats collectifs pour six mois sans consultation des intéressés venant après la souscription de la Commission administrative de la C.G.T. au dernier emprunt de la Défense Nationale, nous montre la « valeur » des responsables syndicaux. La gangrène infecte actuellement tous les organismes du mouvement ouvrier. Une réaction salutaire des éléments de base peut seule empêcher l'irréparable.

L. S.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

(Suite de la 1^{re} page)

On reprochera au Front populaire d'avoir entretenu cette confusion mortelle, d'avoir ainsi contribué à désarmer moralement le prolétariat. Faut-il d'ailleurs s'étonner de l'abandon du principe essentiel du socialisme, de celui qui s'inscrit en termes inoubliables dans le Manifeste Communiste de 1847 : « Les prolétaires n'ont pas de patrie ? » Non, il était dans la logique même de l'expérience qui confiait à des ministres socialistes le soin de défendre les positions impérialistes de la France. Pour garder cet héritage, pour le transmettre intact à nos arrière-neveux, il fallait jeter des milliards dans la gouffre de la préparation à la guerre; il fallait que le prolétaire fût invité à « voir et compléter » l'armée française comme au temps du général Boulanger; il fallait pratiquer le jeu impérialiste dans toute sa vigueur, dans toutes ses nuances; il fallait faire cette politique des « blocs » qui tourne le dos au désarmement et nous conduit droit à la guerre.

L'autre issue ?... Mais c'était l'issue révolutionnaire. Et un gouvernement ne fait pas de révolution. Il est là pour l'empêcher.

LASHORTES.

Jean MARESTAN

L'ÉDUCATION SEXUELLE

Edition revue, augmentée

de chapitres nouveaux

En vente au Libéraire : 15 fr.

Franco : 16 fr. 50

A propos de la retraite des vieux

Les chômeurs ne peuvent être d'accord avec la thèse soutenue par Morin dans le dernier numéro du Libéraire.

Les anarchistes ne sauraient l'être davantage. Revendiquer pour les vieux le droit au travail c'est permettre la prolongation du temps d'esclavage toujours trop long pour les travailleurs. Les anarchistes luttent pour la diminution de la peine des travaux forcés à laquelle le régime capitaliste condamne les prolétaires et, en aucun cas, ils ne peuvent se prononcer pour l'aggravation de cette peine.

Il s'agit d'exiger pour nos vieux des conditions de vie convenables, non pas par le travail, mais par l'attribution d'une indemnité qui ne doit pas être inférieure à un minimum vital établi d'après l'indice du coût de la vie.

Il en est de même pour l'allocation de chômage attribuée à travers des règlements qui permettent toutes les iniquités, tous les abus et toutes les faveurs.

Le prolétariat doit abandonner l'attitude de soumission qu'il observe servilement depuis des siècles.

Il doit arracher à la féodalité capitaliste l'indemnité basée sur un minimum vital en faveur de tous ceux qui sont rejetés hors de la production. Il appartient aux organisations syndicales de déterminer ce minimum vital, d'après les fluctuations du coût de la vie, comme il leur appartient de fixer l'âge d'incorporation et de retrait de la production d'après le développement du mécanisme et de la technique.

Le syndicalisme doit revendiquer la totalité du pouvoir en matière économique, comme les communes groupées en fédérations doivent revendiquer toute l'organisation sociale.

Le syndicalisme ne doit pas être une machine à coliser on à coter à tout propos, il n'a que faire de dirigeants qui se livrent aux marchandages les plus éhontés avec les flicoteurs de la politique.

Les projets de lois présentés par les marchands de chansons des Folies-Bourgeoises ne peuvent satisfaire personne, car, en régime capitaliste, le financement de toutes les réformes sociales est toujours, en fin de compte, supporté par le prolétariat et tout est toujours à recommencer. Ce gouvernement « d'affront populaire » est dans l'impossibilité de réaliser son programme.

Il se heurte à des difficultés financières telles que ces réalisations s'avèrent impossibles sans des réformes de structure si profondes qu'elles mettent en péril le régime dans lequel il se vautre.

Tant que ce régime subsistera, quels que soient les hommes au pouvoir le lot de la classe ouvrière sera fait de souffrances de larmes et de sang. Le bien-être du peuple ne peut venir que d'une sage économie réalisée par les travailleurs eux-mêmes, dans le cadre d'une société communiste-libertaire qui ne renfermera ni oppresseurs ni opprimés.

Pour réaliser ce programme il faut que le prolétariat ait le courage de se débarrasser de ses parasites c'est-à-dire de ses chefs. Pour cela, tous les moyens sont bons.

Aussi longtemps qu'il n'aura pas accompli ce geste nécessaire il n'aura rien à attendre que de nouvelles chaînes.

Le peuple est maître de sa destinée. S'il veut, il peut tout changer. Il est donc mal fondé de se plaindre.

— Mais il n'ose pas...

— Alors qu'il ose !..

H. Geuffroy.

Réunions et Conférences de la semaine

Jeudi 10 juin

ISSY-LES-MOULINEAUX, à 21 heures, chez Nicole, 194, av. de Verdun.

CAUSERIE EDUCATIVE

Orateur : Guyard.

MALAKOFF, à 20 h. 30, salle de la Coopé-43, rue Victor-Hugo, à Malakoff.

CONFERENCE PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

LA QUESTION ALGERIENNE ET L'ORGANISATION SOCIALE

Orateurs : Sali Mohamed, Gégé.

Vendredi 11 juin

LIVRY-GARGAN, à 20 h. 30, grande salle des Fêtes de la Mairie.

CONFERENCE PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

LA NAISSANCE ET LA MORT DES DIEUX

Orateur : Sébastien Faure.

PARIS 19^e AR., à 20 h. 30, Salle Pescatori, 25, rue Riquet.

CONFERENCE PAR LA CHANSON

Charles d'Avray dans ses œuvres, Henri Guérin dans les œuvres de Gaston Coulté.

Allocution par Douteau de l'U. A.

Mardi 15 juin

LA COURNEUVE, à 21 heures, salle de la Renaissance, 107, route de Flandre.

CAUSERIE EDUCATIVE

sur : LE ROLE DE L'ORGANISATION

Orateur : R. Coudry.

Jeudi 17 juin

XI^e J. A. C., à 21 heures, salle Marguerite, 6, rue Popincourt.

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

LA VERITE SUR L'ESPAGNE

Orateurs : Coudry, Ringeas, Barzangette, Douteau.

Jeudi 24 juin

AUBERVILLIERS, à 20 h. 30, salle Goubert, rue des Postes.

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

L'ANARCHISME

Orateurs : Frémont, Barzangette, Coudry.

Jeunesse Anarchiste Communiste

Front Populaire et Défense Nationale

C'est sous ce titre que Jean Fabry faisait la semaine dernière dans l'« Intransigeant » l'apologie de la défense nationale.

Si le directeur de l'« Intransigeant » ne félicite pas directement le gouvernement de Front populaire, il se trouve satisfait des mesures prises par celui-ci pour assurer la défense de la France. Il est certain que de par sa profession le colonel peut donner à ses collègues du gouvernement des conseils techniques qui nous sont par moments bien incompréhensibles.

Cependant, nous comprenons très bien que contre la force, il faille employer la force. Nous ne sommes pas des objecteurs de conscience et n'allons pas faire la politique des bras croisés. L'intérêt de l'impérialisme français est naturellement de préserver ses privilèges, protectorats, colonies, etc., contre le fascisme allemand qui lui, n'a plus rien à perdre.

Il n'est naturellement pas prouvé que cette politique est une politique de paix, mais il est certain que c'est notre génération qui fera les frais de cette expérience.

Est-il encore besoin de rappeler la politique de guerre du Front populaire, maintien des deux ans, augmentation des crédits de guerre, défense passive, emprunt de la Défense Nationale, projet Dezaunauds, militarisation de la jeunesse.

Nous savons que la prochaine dernière sera la croisade des démocraties contre le fascisme, c'est-à-dire protos contre protos. Inutile de dire que nous ne marchons pas dans cette combine. La France, l'Angleterre, la Belgique, (démocraties qu'ils disent) sont des états capitalistes à l'exploitation de l'homme par l'homme.

La France est la proie sous la protection même de ceux qui se déclarent encore sans pudeur, communistes ou socialistes.

C'est à cette tâche que nous devons nous consacrer. Les jeunes partisans la lutte de classe, comprenant que leurs intérêts sont les opposés des patriotes de toutes tendances, que nous arrivons à harceler le chemin à la guerre.

Dans son article, le sénateur Fabry, nous avertit que par sa politique sociale, par sa politique financière, par sa politique extérieure (affaires d'Espagne, soumission à l'impérialisme anglais), l'expérience front populaire est aussi une expérience de défense nationale.

Les jeunes prolétaires qui savent ce que signifient les deux ans de service militaire, la préparation militaire, doivent de toute leur force se dresser contre l'expérience en cours, non pas pour instaurer un gouvernement quelconque, ouvrier et paysan, ni naturellement pour revenir à un gouvernement d'union nationale, mais pour lutter efficacement contre une quelconque déviation. C'est par l'organisation que nous pourrions lutter effectivement contre l'ordre bourgeois.

C'est à cette tâche que vous convie la jeunesse anarchiste communiste et avec nous jeunes prolétaires, vous lancerez ce mot d'ordre : « contre la guerre, soyons prêts pour la révolution. »

J. A. C.

A la jeunesse ouvrière française

Le Comité de Relations Extérieures des Jeunesses Libératrices Ibiériques nous signale qu'à Barcelone des membres de la Jeunesse Socialiste de la Seine sont emprisonnés.

Un camarade de l'ancienne Fédération de la Seine qui se trouvait parmi les 22 exclus est incarcéré depuis plusieurs semaines, ses papiers lui ont été enlevés, aucun motif ne lui a été fourni concernant sa détention, on l'accuse d'une manière générale et suivant les méthodes staliniennes d'être un agent de la Gestapo.

Les Jeunesses Libératrices lui ont fourni un avocat et font pression pour qu'il soit libéré ainsi que les autres jeunes militants. Cependant il est urgent que les organisations de jeunes en France agissent en conséquence pour protester efficacement contre ces procédés contre-révolutionnaires, imposés par l'ambassade soviétique.

JEUNESSE ANARCHISTE-COMMUNISTE

Dimanche 13 juin

BALADE

A VILLENEUVE-SAINT-GEORGES,

AU LIEU DIT : « LES CARRIERES »

Rendez-vous à 8 heures précises

Gare de Lyon (côté Banlieue)

CONVOICATIONS

C. A. de la J. A. C. — Réunion de la Commission administrative lundi 14 juin à 20 h. 50 au Lib.

C. I. de la Région Parisienne. — Le prochain C. I. aura lieu lundi 21 juin à 21 heures, au « Lib ». Il est indispensable que les groupes envoient un délégué.

II^e III^e, IV^e. — Tous les jeudis à 20 h. 30, café de l'Homme Armé, 44, rue des Archives, Paris, 4^e. Présence indispensable de tous les adhérents.

V^e. — Tous les mardis, à 20 h. 30 café Réveil-Matin avenue des Gobelins, angle rue des Gobelins.

VI^e et VIII^e. — Pour les adhésions, écrire à Escabas au « Libéraire ».

XI^e et XII^e. — Réunion tous les jeudis à 20 h. 45, 68, rue de la Roquette. Tous les dimanches à 8 h. 30, vente du Lib. au même endroit. Le jeudi 17, tous à la réunion publique, 6, rue Popincourt.

XIII^e. — Tous les jeudis, à 21 heures, 6, rue Popincourt.

XIII^e. — Tous les mardis, 22, rue des Gobelins, à 20 h. 30.

XIV^e. — Tous les mercredis à 20 h. 30, chez Papillon, 37, rue de Vanves.

XV^e. — Tous les vendredis à 21 h., 117, rue Saint-Charles, chez Orclé.

XVI^e. — Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis à 21 heures, chez Cuvillier, 50, avenue des Moulins, Billancourt.

XVII^e. — Avec le groupe de l'U. A.

XVIII^e. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, au Sans Souci, 100, rue Ordener.

XIX^e. — Tous les mardis à 20 h. 30, salle Quélennec, 70, rue de Flandre.

XX^e. — Très prochainement un groupe de la J. A. C. va être constitué. Dans l'attente, réunion avec le groupe adulte.

Etudiants et Lycéens libertaires. — Jusqu'aux examens, pas de réunion. Permanence tous les samedis après-midi au « Lib. ».

Aulnay-sous-Bois. — Tous les vendredis à 30 heures 30, salle Delrieu, 10, rue Jules-Simon (angle de la rue d'Amiens).

Bièvre. — Tous les mardis, à 20 h. 30, salle Lecoq, 50, avenue de Fontainebleau.

Bobigny. — Tous les samedis, à 20 h. 30, salle Duvernois, place Carnot.

La Courneuve. — Tous les mardis, salle de la Renaissance, 107, route de Flandre à 21 h. Mardi 14 juin, causerie par R. Coudry sur : Le rôle de l'organisation anarchiste.

Clichy. — Tous les vendredis à 20 h. 30, 92, rue de Paris.

Colombes. — Permanence du groupe J. A. C. tous les samedis après-midi, 5, villa Kreissier (rue de la Reine-Henriette), au « Groupe d'Etudes Sociales ».

Gennevilliers. — Tous les vendredis à 20 h. 30, 90, rue Saint-Denis.

Levallois-Perret. — Tous les samedis, à 21 h., 69, rue Marius-Aufan, au café.

Livry-Gargan. — Tous les 1^{er} vendredis du mois, 44, allée Montgolfier (Gargan).

Et tous les 3^e vendredis, salle de réunion de la Mairie.

Montgeron-Verres-Brunoy. — Tous les samedis, à 21 heures, à la maison Parthouneau « Au Relai Forestier », au coin de l'avenue Pasteur et de la route Nationale.

Montrouil. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle de la Coopé, rue de l'Eglise, 11.

Nogent. — Tous les mercredis à 21 h., chez Barreau, 90, Grande-Rue.

Pré-Saint-Gervais. — Tous les mardis, à 21 h., 40, rue de Crastellière.

Sartroville. — Groupe en formation. Ecrire à Leprince, 62, rue de la Frette pour renseignements.

Villeneuve-Saint-Georges. — Réunion tous les 1^{er} et 3^e samedis du mois, à 10 heures du matin, chez Calloch, café-restaurant, avenue Carnot.

Chambéry. — Tous les samedis à 21 h., au Bar Louis, rue de la Gare.

Grenoble. — Tous les mardis à 20 h. 30, café Maurice, 24, rue Tailleur.

Montpellier. — Tous les mercredis à 20 h. 30, réunion au local, 1, boulevard Bonne-Nouvelle.

Lyon. — Les jeudis au siège de l'U. A. (Fédération Lyonnaise), 212, rue de Créqui.

Marseille. — S'adresser au camarade Claude, 176, cité Loucheur, Saint-Pierre.

Nice. — Un groupe est en formation. S'adresser à la Mairie Rose-Jeanne, 26, boulevard Pierre-Sola.

Alger. — Ecrire à André Vaillant, chez Mme Yvonne, 8, rue Berthelot, Alger.

Oran. — Pour le groupe J.A.C. s'adresser au Centre de Divulgation Sociale, rue de la Mosquée, 12.

Pour les règlements, utiliser le compte chèque postal Paris. R. Caron 963-75.

Il est rappelé aux secrétaires des groupes qui désirent que leurs communiqués paraissent dans cette rubrique qu'ils doivent les envoyer à Ringeas au « Lib. ». Ne pas omettre d'indiquer le jour et l'heure.

Les nécessités de la propagande exigent impérieusement de l'argent. Nous insistons auprès des trésoriers des groupes pour qu'ils règlent au plus vite cotisations et dépôts de matériel à Caron, trésorier fédéral.

UNE NOUVELLE AFFICHE DE LA J.A.C.

Une affiche colomblait sur la militarisation de la jeunesse est à la disposition des groupes au prix de 50 francs le 100 franc.

Faire accompagner les commandes du montant.

NOTRE LIBRAIRIE

Reservez au Libéraire vos commandes de brochures et de livres.

En vente

De Lénine à Staline, Le Crapouillot. 10 »

Dossier des fusilleries (après le 30 juin de Staline) 5 »

Mea Culpa, par Louis-Ferdinand Céline 7 50

Ce qu'est devenue la Révolution russe, d'Yvon 2 »

Retour de l'U.R.S.S. d'André Gide

PARIS-BANLIEUE

PARIS-XIV

Vendredi 4 juin le groupe du XIV^e organisait un meeting pour l'amnistie et pour la suppression des bagnes de gosses.

Environ deux cents personnes avaient répondu à notre appel : nos regrets qu'il n'y en ait pas eu plus, surtout pour un sujet aussi humain.

Les camarades Mathieu, Dautreau, Paterni, Loralé ainsi que Suzanne Lévy nous ont décrit avec toute leur sensibilité humaine les souffrances des hommes et des gosses dans les bagnes.

Ils ont demandé au rassemblement populaire ce que devient l'article premier « amnistie totale ».

Une collecte pour les emprisonnés militaires a rapporté 53 fr. 60.

Le Groupe du XIV^e.

BOBIGNY

Nous rappelons aux camarades prolétaires trompés par la démagogie du front populaire, qu'un groupe anarchiste (J.A.C.) (U.A.) se réunit tous les samedis soir à 8 h. 30 place Carnot au Tabac.

Malgré le nombre restreint de moyens financiers, le groupe intensifie sa propagande dans de nombreuses localités.

De nouvelles réunions sont envisagées pour relayer les camarades par trop éloignés.

Les dates et lieux seront donnés par le Libertaire et par affiches dans les localités.

Devant les résultats obtenus, nous prions tous les camarades de venir rejoindre notre mouvement pour combattre le capitalisme et ses soutiens qui sous les masques du parti communiste et socialiste entraînent le prolétariat dans la collaboration de classe et l'union sacrée.

Pour le groupe : R. B.

INTERCOMMUNAL BANLIEUE-SUD (GENTILLY)

Des attaques qui nous honorent

Vendredi 4 juin se tenait, à la mairie, un meeting communiste où l'on devait décorner l'importeur M. le commissaire de police. Pourquoi ? Tout simplement parce que la police, au cours d'une rafle avait arrêté et quel que peu malmené quelques communistes locaux. Naturellement, comme aux plus beaux jours du P. C., quand il était révolutionnaire, grand branle-bas contre les flics, etc., etc., mais un meeting, il en fut très peu question, les discours contre l'autorité devinrent contre les anarchistes qui se permit de réaffirmer la vérité sur les derniers événements de Barcelone et de dénoncer l'attitude contre-révolutionnaire des Staliniens exportés en Espagne. « Le Libertaire », fut, une fois de plus, l'honneur et le nombre furent ses articles lus à la tribune sans doute pour prouver que nous ne sommes pas des grousilles.

(Merci pour le « Lib » de le faire ainsi connaître aux profanes).

Ce que les orateurs oublièrent de dire, c'est que nos affiches annonçant notre conférence filmée du 9 juin, au profit exclusif des orphelins espagnols furent systématiquement déchirées ou recouvertes sur l'ordre des dirigeants de la mairie, par deux employés communaux : Millang et Ménager se servant d'une voiture municipale et opérant à la nuit comme des malfaiteurs peu fiers de leur vilaine besogne.

Continuez Messieurs, vos mœurs de fascistes rouges nous amènent des sympathies et ouvrent les yeux des militants de la base, sincères sans doute, mais trompés, mieux que par tous vos discours !

Le Groupe de Gentilly.

P. S. — Samedi 12 juin à 20 h. 30, réunion au Groupe, mairie de Bicêtre, salle du bas. Présence urgente de tous !

NOGENT-SUR-MARNE

A propos d'exclusions

Ca n'allait pas tout seul à la fameuse représentation où les rigolos Montreuillois ont prononcé l'exclusion des Nogentais coupables d'avoir osé dire quelques vérités aux « arrivistes communistes » — silence dans les rangs scrogneugneul !

Les bonzes avaient d'abord voulu faire leur salle mais, devant la combativité des camarades nogentais tout le monde put entrer. Ouverture de la séance, lecture des exclusions et la séance est levée. 2^e représentation dans une autre salle : là un important service d'ordre et filtrage à l'entrée. Seuls des vœux individuels sans scrupules et dont nous reparlerons, pénétraient pour entendre un jus du « sublime » vice-président de la chambre. Pas poli et lâche le petit monsieur ; il est probable que si l'endroit avait été public quelques calottes et coups de pieds au cul auraient été le pourboire de ce triste sire.

Un exclu.

PONTOISE

Le 27 mai, le Comité pour l'Espagne libre de Pontoise, avait organisé une soirée avec projection de films sur la révolution espagnole, et conférence de Huart.

Ce fut un véritable succès, tant moral que financier : environ 500 personnes se pressaient dans la salle et 460 francs furent versés pour nos gosses d'adoption. Nous pouvons d'autant plus nous réjouir de ce succès que notre ville est essentiellement bourgeoise et cléricale. Aussi, nous ne nous en tiendrons pas là et nous renouvellerons le plus souvent possible, tant à Pontoise que dans la région, de semblables manifestations.

Lecram.

STAINS

En accord avec le Comité pour l'Espagne Libre le groupe libertaire de Stains a organisé une conférence filmée au profit de nos orphelins espagnols.

Cette conférence a eu lieu le 1^{er} juin.

Malgré un boycottage sournois, près de trois cents personnes enthousiastes vinrent apporter leur concours moral et effectif aux victimes de la guerre civile et internationale qui persiste en Espagne.

Ridel exposa magistralement l'histoire de l'Espagne jusqu'à nos jours et Frémont compléta cette démonstration en établissant la vérité sur la situation de la Catalogne et sur les derniers événements de Barcelone et leurs conséquences au point de vue révolutionnaire.

Une obstruction de la part de deux nacos fut vivement réprimée par l'ensemble de la salle ce qui prouve que non seulement il y a des anarchistes à Stains, mais il y a aussi des sympathisants qui n'ont pas l'intention de s'endormir ni de se laisser mater.

Cette première conférence, malgré le boycottage politique nous a permis de verser trois cents francs (300 fr.) pour nos orphelins espagnols.

Merci à tous.

Le Groupe Libertaire, de Stains.

VOIX DE PROVINCE

AMIENS

Les assemblées de « masse » se suivent mettant aux prises les partis du front populaire, chacun s'efforçant de présenter des bonimoteurs de choix. Le dernier en date fut un ministre d'Etat, un irresponsable, sans contrôle.

Ces assemblées tiennent du spectacle, par la mise en scène, le décorum, les cuivres des fanfares trébuchant, remuant les tripes des assistants. On se lève, on chante, on vocifère dans la salle, sur la tribune. Quatre, six orateurs maintiennent l'auditoire dans un état d'excitation.

tion avec des mots ronflants, des formules vides. Plus de contradictions, à quel bon. Si un interpellateur s'avance il est vite couvert par les interrupteurs qui ont les nerfs à fleur de peau, gonflés à bloc.

Cet engorgement des jeunes, pour les partis disposant de moyens puissants ne durera pas. Très forts sont les moyens financiers de l'un ou l'autre, coule en un Pactole dans des organisations multiples, de l'autre avec ses ministères et ses nombreux militants casés dans les ministères. Si puissantes soient ces deux organisations ils n'arriveront pas à endiguer le flot du mécontentement, ni à faire sombrer l'esprit des revendications.

D'ici deux mois, les travailleurs compareront leur capacité d'achat d'il y a un an et celle de la période à venir. Ils jugeront si les réformes sont incorporées dans la législation, ou sont entrées dans les faits. Ils constateront que non.

Un déchet de quinze pour cent est déjà noté dans les organisations syndicales où les permanents communistes pullulent. Dégoût ou désorientation doivent être la cause de ces luttes.

Les policiers des deux partis du Front populaire ont cru le mouvement anarchiste complètement balayé à Amiens. Nous leur démontrons le contraire par notre activité qui déjà s'est manifestée.

Le groupe a tiré un manifeste à cinq mille exemplaires relatant l'attitude de nos camarades en Espagne. Dix mille papillons ont été tirés. Trois causeries viennent de se terminer et furent faites dans différents quartiers pour réfuter les mensonges et la calomnie déversés par les communistes, ces jésuites du socialisme. Nous continuerons.

Nous continuerons.

LYON

A quand les écoles anarchistes ?

Notre mouvement a pris une ampleur considérable, et il ne s'arrêtera plus dans sa féconde et combien satisfaisante progression. Mais avant d'aller plus loin et surtout pour nos « Jeunes » il faut affirmer ce que nous avons conçu. Car en société capitaliste tout ce qui est positif, l'émancipation est appelé à agir sur du sable mouvant, si les cerveaux, tous les cerveaux ne sont pas suffisamment éduqués. Les partis politiques, ces scorpions, avant nous — en ce sens qu'avant nous de pratique générale — l'ont compris, et l'exploitent. Aussi devons-nous, à intervalles réguliers, organiser, comme eux, des causeries éducatives et des distributions de brochures. Ainsi et rien que de cette manière, tout en continuant, dans la rue, l'action directe, nous bâtissons d'une marche sûre et correcte, la moderne et humaine société anarchiste de demain. A Lyon, ce sera bientôt, chose faite.

Maurice Cesbron.

MARSEILLE-SAINT-ANTOINE

Le groupe de Saint-Antoine lance un appel pour que chaque semaine un effort soit fait pour que l'action Directe puisse paraître prochainement et pour continuer notre propagande.

Que chacun vienne nous aider et nous fasse sa commande et contribue ainsi à la lutte révolutionnaire que nous voulons mener pour démasquer l'œuvre néfaste du F. P.

Ecrire au groupe de Saint-Antoine : Gayte Petrus Vallon d'Etienne St-Antoine (B-du-R).

SAINT-ETIENNE

Pressant appel

Camarade isolé, qui ne fréquentes aucune réunion, il te faut, dès à présent, rejoindre notre groupe, le besoin d'organisation se faisant sentir. La classe ouvrière stéphanoise commence à se réveiller : les vedettes communistes en savent quelque chose.

Dimanche dernier, à notre seul appel, la foule est descendue dans la rue pour manifester contre le fascisme. Les militants anarchistes, quelques nombreux, ont su avec l'aide des jeunes socialistes, chasser le P.S.F. et le P.P.F.

Depuis trois mois que notre groupe est constitué, la tâche a été laborieuse. Mais nous en avons été récompensés par le succès de nos conférences : la dernière, faite par Fidel Miro, Bernardino Pou et Huart, réunissait plus de 800 personnes.

Pour nous aider pour continuer notre lutte, camarade isolé nous comptons sur toi. Adresses-toi aux vendeurs du Libertaire, ou à Méliatier, salle 20, Bourse du Travail. Permanence à cette adresse le 14 juin de 13 à 20 heures pour le règlement des billets de tombola pour nos gosses espagnols.

ET L'AMNISTIE ?

Le rassemblement populaire du 14 juillet 1936 avait promis en tête de son programme « l'amnistie totale ». Depuis, cette amnistie a fait couler beaucoup d'encre, mais rien n'est arrivé ; le parti communiste par son organe l'« Humanité » très souvent a fait des appels à cette mesure de clémence. Il s'agit d'une fois pour toutes de se comprendre.

L'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, pays fascistes, ont tous eu leur amnistie. Je ne doute pas un seul instant que le lendemain la plupart devaient regagner leur prison sur des motifs divers, mais quand même, face au monde, ces pays ont fait acte de pardon. La Belgique même vient de voter l'amnistie il y a quelques jours. Quant à nous, France chevaleresque, sous un gouvernement de front populaire, qu'avons-nous fait ? Rien. Le gouvernement bourgeois et réactionnaire de 1925 lui, nous avait donné quand même une petite amnistie tandis que 1936-1937, rien.

La classe ouvrière attend-elle un régime fasciste pour libérer nos camarades qui sont dans les bagnes militaires, car n'oublions pas que cela n'est pas impossible, peut-être qu'ailleurs tous ces malheureux qui ont souffert sous un régime démocratique vous laisseront crever sous un régime fasciste sans intervenir.

En Espagne, les portes des prisons ont été ouvertes par le peuple et parmi ceux qui ont été libérés beaucoup sont morts pour la défense du peuple, de la République, comme certains disent.

Voyons, Léon Blum, qu'est-ce que tu fais, et toi, parti communiste, qui te dis le parti de la liberté, et toi surtout, Marty, tu as donc oublié Clairvaux, le chant de l'Internationale, la salle de discipline, as-tu oublié les mutins de Calvi que tu es venu soutenir au conseil de guerre de Toulon ? A ce moment-là je te croyais sincère, je croyais vraiment que cela te faisait mal de voir souffrir des gosses de vingt ans. Comme tu sais bien jouer la comédie, car je ne puis pas croire que, si tu étais vraiment sincère, tu te sois avachi à ce point-là, car tu ne me feras pas croire que si tu le voulais, tu ne pourrais pas faire quelque chose pour eux. A moins que cela te soit défendu.

Aussi un comité pour la libération des emprisonnés militaires est en formation : que tous ceux qui ont passé par là se groupent et nous tâcherons à nous tous de faire une campagne d'agitation à Paris pour commencer.

Goly.

♦ L.I.C.P., Marseille. La prochain A. G. aura lieu le 18 juin à 21 h., au siège, La Chope, 18, bd Garibaldi. Ordre du jour : R. I. G. M. « Barrage ». La section organise le 20 juin une sortie sur la calanque de Sormian. Rendez-vous à la Préfecture, départ du train de Mazargues, à 7 heures.

LA VIE DE L'U.A.

ATTENTION !

Tout ce qui concerne Le Libertaire doit être adressé à SCHECK, 9, rue de Bondy Paris (10^e). Les envois d'argent au chèque postal :

SCHECK André, 487-78, Paris.

V^e et VI^e arr. — Tous les mercredis à 20 h. 30, salle d'Artagnan, 22, rue Broca.

IX^e arr. — Tous les lundis à 21 h. au Cadet, rue Cadet.

XIII^e arr. — Réunion du groupe tous les mardis, 22, rue des Gobelins. Réunion commune avec la J.A.C.

XIV^e arr. — Tous les vendredis à 21 h. au café Papillon, 36, rue de Vanves. Ce soir tous les adhérents devront être présents.

XV^e ar. — Tous les vendredis, à 21 h., chez Orcl, 117, rue Saint-Charles.

XVI^e ar. et Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis, à 21 h., chez Cuvilliers, 50, avenue des Moulineaux, à Billancourt.

XVII^e Arr., St-Ouen. — Tous les jeudis à 20 h. 30, 3, rue des Appennins.

XVIII^e arr. — Réunion tous les mercredis à 21 heures « Au Sans-Souci », 100, rue Ordener.

XIX^e arr. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle Fougère, 158 bis, rue de Flandre.

XX^e arr. — Tous les mercredis, à 21 h., chez Lejeune, 67, rue Ménilmontant, au 1^{er} étage. La J. A. C. se réunit avec le groupe adultes.

Asnières. — Tous les dimanches matin, à 9 h. 30, 1, rue de Metz, au coin de la rue du Mesnil, vente du « Libertaire » le jeudi et le vendredi au Bourguignon, le dimanche au marché des 4-Routes.

Bagnolet. — Tous les vendredis à 20 h. 30, salle Weber, 43, rue Hoche, Groupe d'Etudes Sociales, même salle. Permanence tous les dimanches matin, de 10 h. à 12 h.

Blanc-Mesnil. — Tous les lundis, 20 h. 30, salle Auguste, 11, avenue des Lilas. « Le Libertaire » est en vente chez le dépositaire, avenue Henri-Barbusse.

Bobigny. — Samedi à 20 h. 30, salle Duvernois, place Carnot.

Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis à 21 h. chez Cuvilliers, 50, avenue des Moulineaux.

Clamart. — Le « Libertaire » est en vente au Café Gouberte, 41, avenue du Bois-de-Boulogne.

Champigny. — Vendredi à 20 h. 30, chez Ferrer, 5, route de Villiers. On trouve le « Libertaire » à la Librairie près de la Mairie.

Chelles. — Réunion tous les quinze jours. Lieu habituel.

Clichy. — Tous les lundis soirs à 20 h. 30, au 92, rue de Paris.

Colombes. — Permanence au Groupe d'Etudes Sociales, 5, av. Kreisser (rue de la Reine-Henriette). Tous les samedis après-midi.

Drancy. — Tous les samedis, à 20 h. 30, salle Passébon, 50, avenue Marceau.

Ermont. — Tous les lundis à 9 h. 125 bis, rue de la Gare au fond de la cour à droite.

Ermont. — Ballade champêtre le dimanche 27 juin en forêt de Saint-Leu, organisée avec le groupe Floral. Départ gare du Nord.

Gennevilliers. — Tous les vendredis à 20 h. 30, rue Saint-Denis.

Canton de Charenton. — Mercredi 16 juin à 20 h. 30, sous-sol de la mairie de Charenton. Le « Libertaire » est en vente à Charenton chez les marchands de journaux suivants : place des Ecoles, Charenton, rue du Pont, Saint-Maurice.

Groupe Intercommunal banlieue Sud. — Réunion samedi 12 juin à 20 h. 30, mairie de Bicêtre, salle du bas. Présence indispensable de tous.

Ivry. — Réunion sur convocation du secrétaire, Livry-Gargan. — Vendredi 4 juin, à 21 heures, 44, allée Montgolfier, à Gargan.

La Courneuve (Usine Rateau). — Tous les vendredis à 17 h. 30, salle Tintin, rue Rateau.

Levallois-Perret. — Tous les jeudis à 20 h. 30, café Giroux, 83, rue Chevalier.

L'Hay-les-Roses. — Un groupe est en formation, nous donnerons le lieu de la réunion dans un prochain numéro.

Livry-Gargan. — Tous les premiers vendredis du mois, au 44, allée Montgolfier. Tous les troisièmes vendredis à la réunion de la Mairie de Livry. Permanence tous les dimanches matin.

Malakoff. — Mercredi 16 juin à 20 h. 30, salle de la Coopé, 43, rue Victor-Hugo. Conférence publique par Gégé.

Montreuil. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise.

Noisy-le-Sec. — Le groupe se réunit tous les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois, au café du Sicle, maison Pige, face à la mairie.

Palaiseau. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, au local habituel.

Pontoise. — Réunion tous les quinze jours. Pour tous renseignements, s'adresser au 14, rue Beaujour, de 12 à 14 heures et après 18 heures.

Puteaux-Neuilly. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, Salle Municipale, rue Roque-de-Fillol.

Sarcelles, Saint-Eric. — Un groupe de l'U. A. est constitué. S'adresser à Louis Legros, 8, rue de Chaufour, à Sarcelles.

Sartroville. — Tous les dimanches, les camarades anarchistes de Sartroville-Maisons-Laffitte se retrouvent derrière nos amis vendeurs du « Libertaire » et du « Combat syndicaliste », au marché, à partir de 9 heures, près de la gare.

Sainte-Geneviève-des-Bois. — Le « Libertaire » est en vente chez Couyères, libraire, 77, avenue de la Gare, et chez Maurice, cafetier, 2, avenue de la Gare.

Stains. — Mardi à 20 h. 30, chez Frédo, boulevard Maxime-Gorki.

Valenton. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle du Château.

Vitry. — Tous les mardis, à 20 h. 30, 56, rue du Génie.

Vert-Galant, Villepinte, Villeparisis. — Permanence tous les dimanches, à 11 h., café Dumet, avenue de la Gare, Vert-Galant, café Richard, avenue de la Gare à Villeparisis.

Villeneuve-Saint-Georges. — Réunion tous les 1^{er} et 3^e samedi du mois à 10 heures du matin chez Calloch, café-restaurant, avenue Carnot.

Versailles. — Tous les jeudis, à 21 h., au café de la Grande-Fontaine, 63, rue de la Pa- roisse, Versailles.

Almargues. — 1^o Le Groupe fait connaître aux sympathisants que son lieu de réunion est à la Maison du Peuple et les invite à y assister tous les premiers vendredis du mois.

2^o Les jeunes camarades sont invités aux réunions des Jeunesses syndicales révolutionnaires où le meilleur accueil leur sera réservé.

Annecy. — Tous les mercredis, à 8 h. 30, café du Globe, au 1, rue de la Filaterie.

Arles. — On trouve le « Libertaire » chez Desions, marchand de journaux, boulevard des Lices.

Brest. — Les réunions du groupe ont lieu les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois à la Maison du Peuple. Les lecteurs du « Lib » sont cordialement invités. Le « Lib » est en vente au kiosque Tourville, chez Colin, rue du Pont, chez le dépositaire central, rue de la Mairie.

Chambéry. — Une permanence est fixée tous les samedis soir de 9 h. à 11 h., au bar Louis, rue de la Gare.

Croix-Vasquehal. — S'adresser à Hoche Meurant, 1, rue d'Arcole, Croix (Nord).

Dijon. — Pour tout ce qui concerne le Groupe s'adresser à P. Mathis, 48, rue Colson, à Dijon.

Graulhet. — Tous les samedis, Café Gaston, place Jourdain.

Grenoble. — Le « Libertaire » est en vente kiosque cours Berriat, cours Jean-Jacques, 18, bac, 49, rue Thiers, et le tabac au fond du cours Berriat.

Le Havre. — La presse anarchiste est en vente chez le libraire du parc de l'Observatoire et chez le camarade Lecomte, coiffeur, rue Fontenoy, qui reçoit également les colis pour l'Espagne, — Raymond.

Le Mans. — Le « Libertaire » et « Rectitude » sont en dépôt dans les bureaux de tabac suivants : La Civette, place de la République ; La Roche, avenue de l'Abattoir ; Langeron, rue Saint-Pavin ; Bodras, place d'Arcole ; si on ne les trouve pas, réclamer à Lulé, 6, rue Lesheue.

Lunel. — Le Groupe libertaire de Lunel fait connaître à tous les groupes que les correspondances concernant le Groupe doivent être adressées à Châtelier Joseph, rue Jeanne-d'Arc, Almargues (Gard) et pour les fonds à Châtelier Abel, rue des Lavois, qui les remettra aux intéressés.

Fédération Lyonnaise. — Le C.I. se réunit les 1^{er} et 3^e mercredis de chaque mois, sur convocation du secrétaire. Pour tout ce qui concerne la Fédération Est s'adresser à Lavorel, 4, rue des Trois-Maisons, à Lyon.

Grasse. — Les Jeunesses Libres se réunissent tous les vendredis, à 21 h., au siège, 2, impasse de l'Oratoire, au rez-de-chaussée.

Lille. — On trouve le « Libertaire » chez Houbert Albert, 21, rue du Magasin, au Furet du Nord, 8, rue de la Vieille-Comédie, à la Grande Civette, 41, rue Neuve.

Lyon-Ville. — Tous les vendredis à 20 h. 30, au Siège, 212, rue de Créqui.

Marseille-les-Camions. — Tous les lundis à 6 h. 30, Bar Terminus-Les Camions.

Marseille-Saint-Louis. — Les camarades se retrouvent tous les samedis soir à partir de 16 heures.

Marseille-Capelle. — Tous les dimanches matin de 9 à 12, bar Henri, 138, avenue de la Capelle.

Montpellier. — Tous les mardis, à 20 h. 30, réunion au siège, boulevard Bonne-Nouvelle.

Nancy. — Tous les 1^{er} mercredis du mois, à 20 h. 30, Bourse du Travail, 2 rue Drouin.

Nantes. — Un groupe d'Etudes Sociales « Francisco Ferrer » dont le siège est 33, rue Jean-Jaures est fondé. Les réunions ont lieu le premier et le dernier lundi de chaque mois à 20 h. 30.

Narbonne. — Tous les vendredis au Bar Arthur, boulevard Voltaire.

Nice. — On trouve le Libertaire à la Librairie Roques, 15, rue Assaliti, Nice.

Nîmes. — On trouve la presse anarchiste au Tabac, 76, boulevard Gambetta, en face les Casernes.

Oran. — Les camarades qui s'intéressent à la diffusion de notre propagande sont priés de s'adresser au Centre de divulgation sociale, 12, rue de la Mosquée.

Oullins. — Réunion tous les 2^e et 4^e jeudi de chaque mois, à 20 h. 30, Maison du Peuple.

Romans. — Le Groupe se réunit au local et le jour habituel.

Roanne et environs. — S'adresser à Lingre Louis, cité Bréhard, Pouilly-sur-Charlieu (Loire).

St-Claude. — Tous les samedis, de 16 à 18 h., salle des bains-douches. Invitation cordiale à tous les sympathisants.

Saint-Fons. — Tous les jeudis, Salle des Fêtes, Correspondance à Lorthol, chez Jouannin, rue Mathieu-Dussauguez.

St-Etienne. — Le Libertaire est en vente chez César, Place du Peuple ; Bonnet, Place du Peuple ; Berger, Place Bellevue, Bureau de Tabac, 14, rue St-Antoine Durafour.

Saumur. — Le groupe se réunit les 1^{er} et 3^e mardis de chaque mois.

Strasbourg. — Le « Libertaire » est en vente dans

LE SUCCÈS DE L'EXPOSITION

Les visiteurs affluent...
et les ouvriers
du bâtiment vont
s'inscrire au chômage...

L'ORGANISATION NATIONALE
DES JEUNES TRAVAILLEURS SYNDICALISTES

La Jeunesse Syndicaliste de France est formée

On nous prie d'insérer :

Enfin ! L'Organisation nationale des jeunes travailleurs syndicalistes est née. Enfin ! les Jeunesses syndicalistes de France sont légalement et officiellement constituées. Enfin ! les jeunes syndiqués vont avoir la joie de travailler ensemble pour affirmer avec énergie leur idéal commun.

Enfin ! ils vont pouvoir former des cadres de jeunes appartenant spécifiquement à leur classe. Les jeunes ouvriers vont pouvoir forger de leurs propres mains leur milieu, leur vie et leur avenir.

Une vie sportive et une vie d'éducation rationnelle, une vie de gaieté, de loisirs, mais aussi une vie d'instruction technique et professionnelle. Jeunes prolétaires, ralliez en masse les formations naissantes des Jeunesses syndicalistes de France.

C'est dans le milieu créé par vous-mêmes que vous trouverez les conditions les meilleures pour dépenser votre activité débordante dans tous les domaines.

C'est dans votre propre milieu, sur le terrain positivement économique et social, que vous serez mieux en mesure de faire profiter tous les jeunes travailleurs manuels et intellectuels des enseignements et de l'expérience que nos aînés ont acquis dans l'ère lutte de chaque instant.

L'œuvre à poursuivre par le syndicalisme est considérable et notre tâche à nous, les jeunes, c'est d'épauler nos militants chevronnés, débordés par un travail quotidien écrasant. Notre tâche à nous, c'est de préparer avec eux un courant d'activité syndicale positif dans notre grande C.G.T. de cinq millions de membres. C'est de faire naître une émulation, un dynamisme et une mystique syndicaliste parmi les jeunes, afin que nous puissions donner le meilleur de nous-mêmes à la cause sacrée de la libération de la classe ouvrière et à son émancipation intégrale.

C'est inspirée de ces sentiments que l'Organisation nationale des Jeunesses syndicalistes de France est fondée.

Jeunes camarades syndiqués à la C.G.T., travailleurs manuels et intellectuels, vous êtes des nôtres. Venez à nous, nous serons avec vous. Les camarades jeunes qui désirent adhérer aux Jeunesses syndicalistes de France sont priés de bien vouloir envoyer la demande ou se présenter personnellement au Secrétariat. Tout renseignement leur sera donné à la permanence : Cercle Victor-Griffuelhes, 10, rue de Lancry, Paris-10^e, tous les jours, de 17 à 19 heures.

DANS LES BOUCHES-DU-RHON

Vers l'action directe

Malgré l'habileté déployée par les partis composant le Front Populaire y compris les dirigeants confédérés pour maintenir les travailleurs dans le calme, la discipline, c'est-à-dire l'inaction chère à Blum et Jouhaux, nous voyons chaque jour que cela ne peut durer bien longtemps.

Ainsi que peu à peu les organisations syndicales prennent position, et malgré tout le dévouement au Front populaire des citoyens Nédélec et Armand, les travailleurs s'affirment et viennent de donner des avertissements sérieux à leurs dirigeants syndicaux.

Après les employés des Trams qui refusèrent de servir les combinaisons des hommes politiques, voici que les marins à leur tour passent à l'action en déclarant que le temps des promesses avait assez duré, et que le gouvernement de Front Populaire ne devait pas être une entrave au bien-être social des travailleurs de la Mer.

Sans attendre les mots d'ordre de leurs chefs responsables, les marins immobilisés le port de Marseille ont pris l'initiative de la discipline de tous les politiciens. Les marins avaient compris le véritable sens de la lutte sociale, qu'ils n'étaient pas prêts à accepter les concessions du Front Populaire et de la C.G.T. et à subir cette pause si néfaste à la cause des Travailleurs.

L'Union locale de Marseille avait pensé bon pour continuer la marche de la discipline d'envoyer un meeting pour protester contre les violations patronales des contrats collectifs, un défilé avait été prévu, mais le préfet s'y opposa.

Nos braves dirigeants s'inclinèrent en bons disciplinés mais la foule des travailleurs manifesta sa volonté de passer outre. Un orateur vint parler de provocateurs et prêcha le calme. Mais lui en prit, il fut accueilli aux cris de « vendu, salaud », et l'action directe fut réclamée et acclamée avec insistance, mais nos courageux dirigeants s'étaient esquivés tremblant pour leur peau et leur fromage.

Voilà où en sont réduits maintenant tous ces mauvais bergers, mais patience déjà les signes précurseurs d'une rébellion montent de la foule des Travailleurs qui commencent à comprendre dans quelle impasse on voudrait les conduire.

Les métallurgistes viennent aujourd'hui d'apprendre à leurs dépens ce qu'est la politique de concessions, et parmi les métallurgistes du bord, une opposition farouche semble se faire jour. Un secrétaire syndical prétendait nous fournir à ce sujet pas mal de renseignements, la réception dont il fut l'objet dans une réunion nous laisse croire que la volonté des travailleurs métallistes va bientôt s'affirmer contre le syndicalisme d'intérêt général et de collaboration de classes.

Continuons notre propagande plus que jamais. Formons des jeunes militants car c'est d'eux que dépend l'avenir. Leur enthousiasme et leur ardeur nous encourageront à poursuivre la lutte sociale que nous menons depuis des années pour un syndicalisme de lutte de classes ayant un but bien déterminé : la suppression du salariat et de l'Etat, et la prise par les Travailleurs des moyens de production et d'échange. Voilà où doit nous conduire le véritable syndicalisme révolutionnaire avec sa méthode d'action directe.

P. Gayte.

Syndicat des Frotteurs, Nettoyeurs, Nettoyeuses

Délégués passez au siège, avenue Mithurin-Moreau. — Le Secrétaire général.

L'AGITATION SYNDICALE EN AMÉRIQUE

Le conflit qui oppose les magnats de l'acier américaine au jeune Comité d'organisation industrielle que dirige John Lewis symbolise et concrétise la lutte d'une conception médiévale de la production représentée par Ford contre l'unification nationale soutenue par Roosevelt et dont le syndicalisme de John Lewis semble être la transposition dans le monde du travail.

Le développement intense du capitalisme industriel et parallèlement la force croissante du prolétariat laissent peu de place en façade au rôle énorme que joue le président Roosevelt. Le développement du conflit après les escarmouches de la General Motors semble reléguer au second plan le rôle des intermédiaires, politiciens démocrates, hommes de Wall Street et Roosevelt lui-même. Presque partout la police est impuissante à maintenir dans les limites légales les deux forces ouvrières et patronales qui s'affrontent dans un combat enragé, avec des méthodes dont nos grèves les plus sévères ne donnent qu'un équivalent lointain.

L'autorité sans borne des magnats de l'acier qui fraudent le fisc et se moquent des lois et de la police, ne répond plus au fameux plan de rationalisation économique de Roosevelt. La structure fédéraliste de l'Etat américain semble elle-même en question, et il n'est pas douteux que l'autorité plus que relative, des gouverneurs vis-à-vis des magnats régionaux ne soit une tare que soulignera cruellement la violence des conflits en cours et qui permettra au président Roosevelt d'accélérer l'unification de l'Etat américain, suivant un plan politico-économique auquel le capitalisme industriel fédéral est le plus sérieux obstacle.

Il serait insensé de croire que le prolétariat américain, par la grâce de John Lewis, est arrivé au point de maturité qui lui permettra de faire sa révolution. En arrachant par l'action violente

son droit à des salaires convenables et à l'organisation syndicale sur le plan national, il accélère la marche du rassemblement de l'Amérique autour d'une conception économique nouvelle et d'un appareil politique véritablement national.

La bourgeoisie américaine ne peut manquer d'ouvrir les yeux à la carence des gouvernements républicains qui ne peuvent, ni maintenir un patronat féodal dans les limites de la loi, ni apaiser ses conflits avec un prolétariat dont la turbulence et la marche rapide à l'organisation révolutionnaire lui font redouter le pire pour les institutions bourgeoises.

L'Etat d'Ohio est parcouru d'une vague de syndicalisme qui appelle la répression patronale sur des bases intolérables pour la bourgeoisie. La Republic Steel Corporation riposte aux grévistes qui affluent en masse au Comité d'organisation industrielle (C.I.O.) par des mesures de défense qui en font un véritable Etat dans l'Etat. La Republic Steel dispose d'une armée de jeunes travailleurs militairement par plusieurs avions dans les usines isolées par les grévistes. Elle dispose d'une police dont la police d'Etat n'est que l'accessoire destiné à réprimer les manifestations de rues comme celle qui fit plusieurs morts le 31 mai à Chicago. Ford dictait à son personnel ses conceptions économiques, politiques et morales dans ses fameux « Fordismes » apparaît bien comme l'indiscutable potentat, qui se moque des lois de l'Etat — et de la Confédération. Son intention d'accorder les 32 heures à ses quelques 150.000 ouvriers risque bien suivant les avis bourgeois de mettre l'industrie automobile américaine en position défavorable sur le marché mondial.

Le prolétariat profite consciencieusement du différend pour prendre ses positions révolutionnaires en unifiant sa lutte. Le C.I.O. est un progrès in-

contestable du syndicalisme sur la vieille Fédération du Travail liée par un corporatisme étroit aux conditions de lutte fixées par les magnats eux-mêmes, et incapable de profiter de la révolution nationale que prépare la bourgeoisie sous le masque de Roosevelt.

De toute façon, les grèves menées sous le drapeau du C.I.O. sont la marque certaine de la capacité du prolétariat américain qui, s'il n'est pas prêt à mener la lutte sur les deux fronts à la fois (le front Ford et le front Roosevelt) ne peut manquer toutefois de trouver dans la lutte contre les « fordistes » une énergie organisée pour les conquêtes révolutionnaires.

Il lui faudra probablement plusieurs nouvelles batailles pour retourner contre Roosevelt et la bourgeoisie la force qu'il dresse aujourd'hui contre les trusts. Mais il a acquis, dans cette lutte l'indispensable appareil syndical adapté à l'évolution bourgeoise, le seul qui puisse retourner les forces ouvrières contre la bourgeoisie avec les chances maxima de succès.

L'émulation syndicale gagne peu à peu le nouveau continent. L'exploitation du pétrole est interrompue au Mexique, et les stocks sont à peine suffisants pour maintenir à l'intérieur du pays la circulation d'une faible proportion de voitures. Les touristes américains sont précipitamment rapatriés.

Il est prévisible que la vague gréviste gagnera peu à peu le Sud où les conditions de travail imposées aux indigènes par les magnats appellent une réaction violente, que la dictature la plus effrénée sera impuissante à combattre.

L'énorme révolutionnaire jaillit de partout sur la poudrière américaine. Il est certain que le syndicalisme d'action ne peut manquer, par retour, d'influencer l'économie et les mouvements révolutionnaires européens.

LUC DAURAT.

Chez les Employés de Banque

OBEIR OU COMPRENDRE

Ainsi la C. G. T. n'aura pas mis un an à devoir à la fois ses militants et ses syndiqués, et disons tout de suite que c'est là le résultat de la collaboration de la C. G. T. avec le gouvernement, lequel après avoir volé la confiance des ouvriers en leur laissant royalement tomber quelques miettes, exige maintenant de la C. G. T. qu'elle obtienne de ses adhérents une obéissance et une soumission aveugles à ses exigences.

De cette façon, le gouvernement de Front Populaire va calmer les alarmes du capitalisme dont il a besoin.

Il suffit, après avoir fait enragier le chien en lui montrant de loin quelques belles saucisses qu'il ne croquera jamais, de tirer un peu sur la laisse pour que tout rentre dans l'ordre et que le patronat reprenne de la guele.

Qu'en juge : Les secrétaires des sous-sections de la Chambre Syndicale des Employés de Banque et de Bourse viennent de recevoir cette circulaire :

Cher camarade,

Les secrétaires de sous-sections et les membres des bureaux des grandes sous-sections doivent s'attacher de plus en plus à élargir le cadre de nos militants en formant et éduquant de nouveaux camarades. Tout en s'efforçant de travailler exactement les désirs et la volonté des employés, ils ont à stimuler leur combativité, mais aussi à leur expliquer les difficultés de l'action syndicale (que connaissent bien les anciens syndiqués) et parfois à freiner certaines impatiences. Ils doivent en un mot, se considérer comme des dirigeants et par conséquent savoir déjouer les manœuvres de l'adversaire.

Ainsi les dirigeants de la Chambre syndicale ont actuellement pour mission, nous dirons même pour consigne de prêcher et de faire obtenir par les militants des sous-sections, le calme et la patience ! Un frein à la patience ! Un frein à l'ardeur des syndicats qui réclament leur droit à la vie. Il ne faut pas que les brebis égarées trop vite les pauvres loups : banquiers, industriels, bourgeois rapaces et féroces. Ils s'efforcent d'appauvrir depuis juillet 1936 qu'il faut bien les laisser souffler un peu, il faut bien faire la pause, cette fameuse pause qui leur permettra de se reposer, de se remettre à l'ouvrage, car les ouvriers les ont ruinés depuis un an avec leurs exigences injustifiées : augmentations, vacances payées, quarante heures, etc... Personne ne nous dira que chaque avantage (?) arraché par l'ouvrier ou l'employé au patron a été gagné par celui-ci, qui de ce fait est encore plus riche qu'avant. Ainsi dans la Banque, nous ne citer qu'un exemple entre mille, les comptes des clients, je parle des comptes de dépôts qui auparavant ne comportaient aucune commission, se sont vus taxés d'une commission de 5 fr. par compte à chaque arrêté de compte, c'est-à-dire tous les six mois. Je pourrais en citer d'autres mais ce serait trop long. Il suffit que nous sachions que les banquiers réalisent maintenant des bénéfices supérieurs à ceux des hilans précédents. D'ailleurs, l'augmentation du coût de la vie nous est une preuve suffisante que les patrons n'ont rien perdu, au contraire... alors que l'ouvrier et l'employé ont vu, malgré leur nouveau salaire, leur pouvoir d'achat considérablement diminué.

Et pour répondre à l'employé de banque qui, lui, n'a encore obtenu aucun rajustement de salaire et réclame à juste titre, voici dans cette même circulaire la réponse de la Chambre Syndicale dans son rapport d'activité.

Le rajustement des salaires est venu en discussion. L.U.S.B. (c'est-à-dire l'Union Syndicale des Banquiers) estime qu'il n'y a pas lieu à rajustement en raison des « trop fortes augmentations accordées l'an dernier ». Le désaccord étant total, les deux parties ont désigné leurs arbitres. La procédure de l'arbitrage étant engagée peut durer encore quelques semaines.

Il y a six mois que l'on parle d'une solution dans quelques semaines... et c'est ici que l'on comprend pourquoi il faut freiner certaines impatiences.

Comme le patronat doit jubiler dans l'espoir de se faire les dents une fois de plus sur la peau de l'employé.

Par ailleurs, dans cette même circulaire la Chambre Syndicale avoue n'être pas satisfaite du fonctionnement de l'arbitrage non plus que de la Commission Paritaire, mais d'explications, nous ne pouvons en donner. La Commission des Loirs pour quoi ? telle ou telle question se pose à la Commission Paritaire ou à l'arbitrage depuis des mois et des mois, et il y en a...

« Paiement des jours fériés récupérés : désaccord également. L.U.S.B. n'accepte pas l'arbitrage. Nous devons en saisir la Commission Départementale de Conciliation. » informe la circulaire en question.

Donc, patience plus que jamais... Par contre, et sans doute pour faire compensation, la Chambre syndicale se plaint au sous-sections du fonctionnement de certaines commissions : presse, propagande, loisirs. Celle-ci particulièrement fait l'objet de l'article suivant :

Commission des Loisirs. — L'importance de cette commission ne devrait pas échapper aux secrétaires de sous-sections : il convient donc que la participation des sous-sections à ses travaux soit plus grande. La Commission des Loisirs établira des rapports et soumettra des projets au Conseil Syndical pour accord. Amusez-vous donc, employés syndiqués qui déjà êtes plus malheureux qu'avant les événements de juin 1936.

Et ces messieurs les dirigeants de la C. G. T. d'accord avec le Gouvernement, n'est-ce pas, Jouhaux ? pensent-ils donc endormir les esprits et qu'avec leurs loisirs les syndiqués oublieront les cris de leurs ventres vides ?

Ainsi a-t-on fait pour notre pauvre Espagne ? On a endormi les consciences et réussi à mettre les cerveaux en léthargie.

Enfin, voici pour terminer, cette circulaire « Service d'ordre ». Il devient indispensable pour chaque sous-section importante, de constituer son service d'ordre, pour l'ordre de ses propres réunions et également pour répondre à tout appel de la section ou de la Chambre Syndicale. Un responsable devra être désigné dans chacune de ces sous-sections qui nous communiquera son nom, etc... Donc, calme, patience et discipline, camarades syndiqués, voici les mots d'ordre de la C.G.T. A vous d'obéir ou de comprendre.

Dans les boîtes et sur les chantiers

ETABLISSEMENTS CARNAUD A BOULOGNE

Lors d'une réunion syndicale de l'ensemble de l'usine, un délégué bolchevik tenta de salir les camarades anarchistes.

Pour son malheur, deux camarades lui donnèrent la réplique et rétablirent la vérité sur ce que sont les anarchistes.

Devant la réaction de la salle, le délégué essaya mais en vain de faire mousser Timbault. Ce Timbault qui le lendemain d'un lock-out, laissa cinq camarades dehors. Il est vrai que maintenant seule compte la France et non les ouvriers restés fidèles aux idées révolutionnaires. Enfin rira bien qui rira le dernier, ce n'est pas impunément que les soutiens du régime réussiront à dupes les ouvriers.

Déjà de nombreux ouvriers viennent à nous écourés par leurs manœuvres de basse police. Nombreux sont ceux qui n'acceptent pas ce syndicalisme réformiste, soupape de sûreté pour le régime d'exploitation que nous subissons.

Aussi devant le mécontentement qui grandit dans l'usine, nous faisons appel à tous ceux qui sont restés révolutionnaires pour qu'ils viennent avec nous imposer un syndicalisme de lutte de classe.

Le groupe d'usine.

A LA THOMSON

A la Thomson (Favorite) plusieurs dizaines d'ouvriers ont été licenciés par manque de travail parait-il. Le bruit a couru qu'un renvoi massif aurait lieu prochainement. Pour le moment les mises en congé sont arrêtées, mais la menace subsiste. Que veulent les patrons ? Licencier les meilleurs militants, désorganiser la section syndicale, démolir les ouvriers et nous reprendre ce qui nous reste des avantages arrachés en juin 36. Camarades, il faut arrêter par notre action le grignotement continu pratiqué par la direction. Devant l'ampleur des licenciements prévus, le bureau de la section s'est alarmé. Des démarches ont été faites auprès de M. Jardillier, ministre des P. T. T., qui n'a pas encore accordé une audience à nos responsables. Ou la Direction veut épurer l'usine et nous devons réagir comme il convient ou les commandes en cours sont terminées et le gouvernement qui trouve de l'argent pour la défense nationale est responsable. De toute façon plusieurs centaines d'ouvriers sont menacés dans leur travail. Nos responsables parlementent et espèrent toujours du ministre. S'il doit y avoir licenciements ils se contentent de souhaiter qu'il y en ait le moins possible. La peur des responsabilités, le mot d'ordre « pas de mouvements inconsidérés » les empêchent de voir les graves conséquences d'une telle résignation. Camarades, il faut réagir contre les manœuvres patronales, contre l'inertie syndicale, pour votre bien être et votre liberté. Camarades anarchistes et sympathisants, il faut vous unir et vous connaître pour pouvoir, par notre action commune, libérer les ouvriers des bâillons qui les étouffent.

Un des cas particulièrement odieux de ce genre est celui du patron Laborie, du boulevard de la République à Noisy-le-Sec qui non seulement congédie un camarade ayant onze ans de service dans la maison, mais encore a traduit cet ouvrier devant les Prud'hommes, en exigeant le paiement de 1.500 fr. de dommages-intérêts.

Les voilà bien les résultats de la pause, de l'arbitrage obligatoire, du fameux art d'arrêter les grèves à temps. Dire qu'un an a suffi pour annuler à ce point l'élan obtenu par les conquêtes de juin 1936.

Que faire pour remonter la pente ? Que faire en particulier dans la branche des coiffeurs ? Etant donné l'état de dépression qui suit la fin de la grève actuelle, on ne saurait parler à présent de recommencer un mouvement nouveau. Il faut revenir à d'autres formes d'action directe. Celles-ci sont d'ailleurs bien dans la tradition des ouvriers coiffeurs : en outre, comment empêcher la population ouvrière de refuser sa clientèle à des patrons agressifs de ce genre.

Un coiffeur libertaire.

DANS L'HABILLEMENT

Une structure inepte

Avant la réalisation de l'unité, les deux « maisons rivales » qui se disputaient le monopole des travailleurs de l'Habillement n'avaient, au point de vue structure organique, aucune analogie.

Le syndicat slave comme tout ce qui était d'importation asiatique subissait l'expérience d'un centralisme de caserne, mots d'ordre appliqués à la même heure à toute la corporation sans distinction de spécialité, une caisse centrale, le sommet commandait ; la base exécutait ; avec cela soumission totale au P. C.

C'est ce que les martelés de la famille, appelaient « un syndicat d'industrie ». C'était suffisant pour décourager à tout jamais du syndicalisme.

DANS LA NOUVEAUTE DE MARSEILLE

La lutte de classe transformée par les politiciens en collaboration de classe, réserve aux travailleurs de douloureuses déceptions et foment le découragement préparant ainsi le terrain à la réaction.

Pourtant, les luttes engagées par le prolétariat pour arracher à la bourgeoisie certains avantages devraient nous servir d'exemple et à la lumière de ces expériences, nous devrions avoir appris que : L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, ce qui veut dire que tant que le prolétariat aura une confiance illimitée dans ses chefs et se désintéressera de ses intérêts, il devra fatalement subir les tristes conséquences de son inertie.

J'exagère ? Non, car voici des faits qui illustrent l'action de certains chefs-faillants de la C. G. T.

A Marseille, rue Saint-Ferreol, un grand bâtiment attire la curiosité de la foule. C'est l'Imprimerie, dont M. Plaiff, qui assumant, assure la direction. Homme autoritaire, ce juif a oublié qu'en Allemagne, sa race est pourchassée.

M. Plaiff, partisan de la manière forte, après

maines essais infructueux pour contraindre ses employés à s'inscrire dans les syndicats fascistes, décida d'expurger son personnel. Mais les employés décidèrent de riposter par la grève, à quoi M. Plaiff, après avoir menacé, opposa les briseurs de grève et sous la protection de la police du fameux Front populaire, continua à ouvrir les portes de son établissement à la rare clientèle.

Par l'entremise du Préfet, des pourparlers s'engagèrent entre le patronat et Bastelica, secrétaire du syndicat des employés. Après huit jours de lutte, les ouvriers ont repris le travail, mais dans quelles conditions ? Par une nouvelle victoire ? Non ! c'est la fin de grève marquée au contraire la défaite parce que Plaiff eut gain de cause en réussissant à congédier dix employés parmi lesquels le délégué.

Conclusion inique car avec de pareilles méthodes on décourage la classe ouvrière et nul doute que dans cette affaire, la classe ouvrière a été trahie et que Bastelica est responsable d'une telle défaite car jamais il n'aurait dû capituler. Plutôt que de céder la grève générale de sa corporation, ce renardeau a préféré sacrifier des ouvriers tout en leur promettant de s'intéresser à leur sort.

L. Bregliano.

Le mouvement syndical

APRES LA GREVE DES COIFFEURS

De différents côtés des ouvriers révolutionnaires nous signalent combien les conséquences de la grève des coiffeurs doivent faire considérer l'issue de celle-ci comme un véritable échec pour le prolétariat. Ceci se manifeste surtout à travers les nombreux renvois s'opérant un peu partout et frappant les camarades ayant eu le courage de faire grève.

Un des cas particulièrement odieux de ce genre est celui du patron Laborie, du boulevard de la République à Noisy-le-Sec qui non seulement congédie un camarade ayant onze ans de service dans la maison, mais encore a traduit cet ouvrier devant les Prud'hommes, en exigeant le paiement de 1.500 fr. de dommages-intérêts.

Les voilà bien les résultats de la pause, de l'arbitrage obligatoire, du fameux art d'arrêter les grèves à temps. Dire qu'un an a suffi pour annuler à ce point l'élan obtenu par les conquêtes de juin 1936.

Que faire pour remonter la pente ? Que faire en particulier dans la branche des coiffeurs ? Etant donné l'état de dépression qui suit la fin de la grève actuelle, on ne saurait parler à présent de recommencer un mouvement nouveau. Il faut revenir à d'autres formes d'action directe. Celles-ci sont d'ailleurs bien dans la tradition des ouvriers coiffeurs : en outre, comment empêcher la population ouvrière de refuser sa clientèle à des patrons agressifs de ce genre.

Un coiffeur libertaire.

DANS L'HABILLEMENT

Une structure inepte

Avant la réalisation de l'unité, les deux « maisons rivales » qui se disputaient le monopole des travailleurs de l'Habillement n'avaient, au point de vue structure organique, aucune analogie.

Le syndicat slave comme tout ce qui était d'importation asiatique subissait l'expérience d'un centralisme de caserne, mots d'ordre appliqués à la même heure à toute la corporation sans distinction de spécialité, une caisse centrale, le sommet commandait ; la base exécutait ; avec cela soumission totale au P. C.

C'est ce que les martelés de la famille, appelaient « un syndicat d'industrie ». C'était suffisant pour décourager à tout jamais du syndicalisme.

me les militants nouveaux qui s'étaient représentés l'organisation ouvrière sous un autre aspect.

Du côté confédéré le principe du syndicat de métier fut rigoureusement maintenu ; car pour eux, les masses ouvrières ne possédaient pas le degré de compréhension nécessaire pour transformer l'organisation syndicale sur les bases industrielles.

Aussi lorsque la question de l'unité se posa, on s'attendait à voir surgir des difficultés pour concilier ce qui paraissait inconciliable. Il n'y eut rien car les nacos s'inclinèrent devant la volonté des confédérés.

Nous pouvions espérer de cette façon que l'organisation unifiée ne deviendrait pas une péni-nière à fromagistes car sur les trois zèbres, pour qui le syndicat est un râtelier deux se trouveraient évincés dès le début.

Mais les événements de juin que personne ne prévoyait ont bouleversé de fond en comble tout ce qui avait été échafaudé jusqu'ici sur les bases du métier.

La structure est périmée et demanderait d'être adaptée aux conditions nouvelles.

Au lieu de cela, les dirigeants de l'habillement continuent à maintenir un syndicat par spécialité corporative ce qui porte le nombre à douze.

E pour qu'il n'y ait pas de cloison étanche, entre ces deux syndicats ils se sont sollicités fédérés en union que dirige la Bodineau.

Il n'y a donc rien à attendre, à part de la salive. Quant à la question constructive, n'agissez pas par la coopération mais aujourd'hui silence complet !

Pourquoi ? C'est ce que je chercherais à comprendre.

Lagrange.

SYNDICAT DES OUVRIERS DES CARRIERES DE MEULIERS DE SEINE-ET-OISE ET SEINE-ET-MARNE

Le samedi 12 juin, à 14 h. 30, à la Ferme d'Orgère, Salle des Fêtes, avenue de la Gare, à Savigny-sur-Orge. Grande Matinée Artistique avec le concours de : Charles d'Avray, dans ses œuvres ; Edouard Baubin de la Muse Rouge ; Lucienne Boyer, de la Muse Rouge ; Gelmas, de l'Européen ; Henri Guérin, dans les œuvres de Gaston Couët. Entrée : 3 francs ; chômeurs et enfants, 1 franc.

Groupe anarchiste du Livre

Réunion le samedi 12 juin au LIBERTAIRE à 10 heures.

Compte rendu du travail relatif au journal.

Ce présent appel tient lieu de convocation pour tous les camarades du Livre.